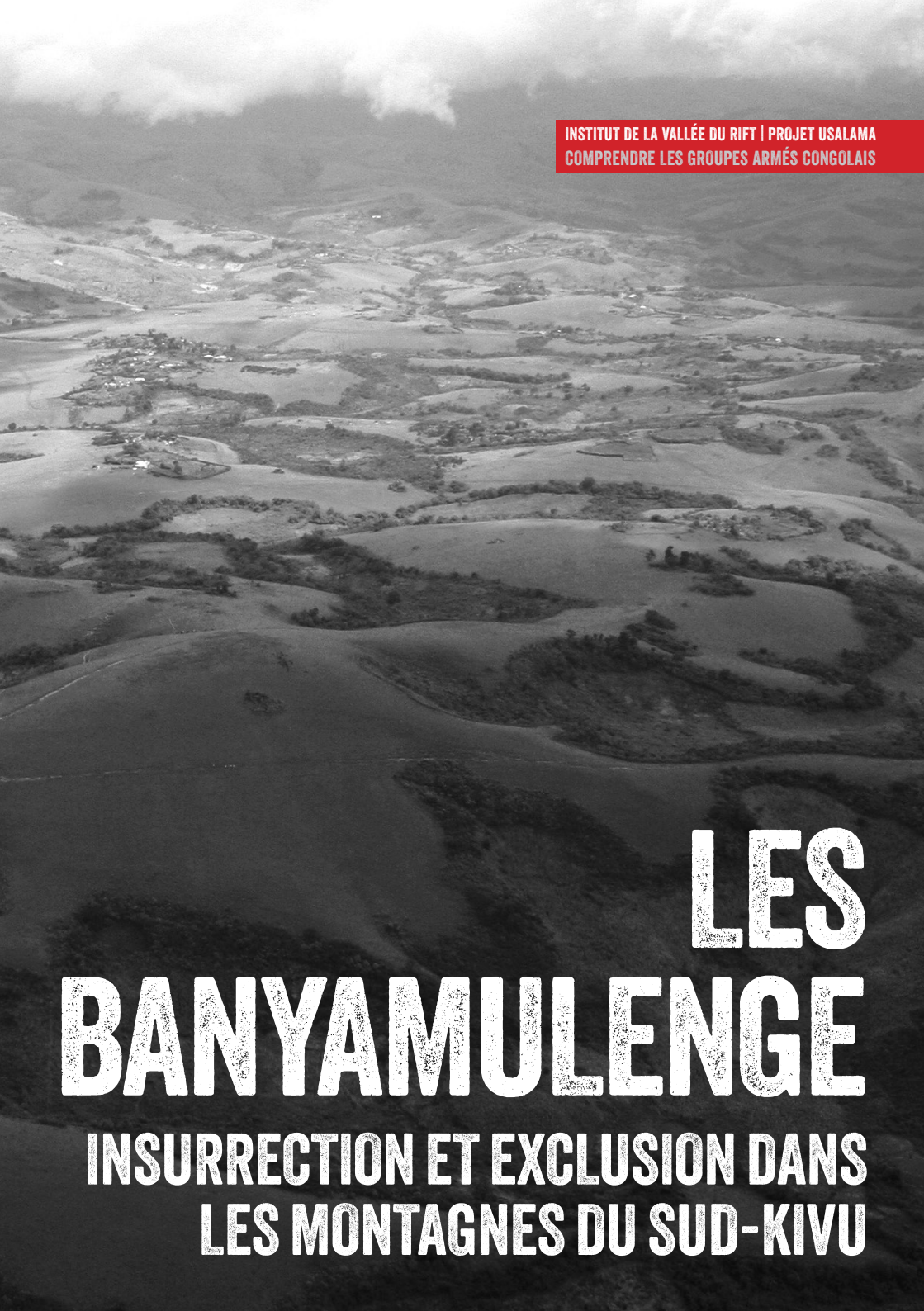




INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA
COMPRENDRE LES GROUPES ARMÉS CONGOLAIS

LES BANYAMULENGE

INSURRECTION ET EXCLUSION DANS
LES MONTAGNES DU SUD-KIVU

INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA

.....

Les Banyamulenge Insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu

JASON STEARNS ET AL.



Publié en 2013 par l'Institut de la Vallée du Rift
1 St Luke's Mews, Londres W11 1DF, Royaume-Uni
PO Box 30710 GPO, 0100 Nairobi, Kenya

LE PROJET USALAMA

Le Projet Usalama de l'Institut de la Vallée du Rift fournit des éléments d'information sur les groupes armés en République démocratique du Congo. Le Projet est soutenu par Humanity United et Open Square et mené en collaboration avec l'Université catholique de Bukavu.

L'INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT (RVI)

L'Institut de la Vallée du Rift (www.riftvalley.net) œuvre en Afrique de l'Est et centrale afin d'accroître l'influence du savoir local sur le développement social, politique et économique.

LES AUTEURS

Jason Stearns est Directeur du Projet Usalama du RVI. Auteur de *Dancing in the Glory of Monsters: The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*, il a été Coordonnateur du Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC. Le co-auteur souhaite rester anonyme.

DIRECTEUR EXÉCUTIF DU RVI: John Ryle

DIRECTEUR PROGRAMME DU RVI: Christopher Kidner

DIRECTEUR DU PROJET USALAMA DU RVI: Jason Stearns

DIRECTEUR ADJOINT DU PROJET USALAMA DU RVI: Willy Mikenye

RESPONSABLE DU PROGRAMME GRANDS LACS DU RVI: Michel Thill

RESPONSABLE DES PUBLICATIONS DU RVI: Fergus Nicoll

RESPONSABLE DE L'INFORMATION DU RVI: Tymon Kiepe

CONCEPTION DU RAPPORT: Lindsay Nash

Traduction française: Catherine Dauvergne-Newman, *horizons*

CARTES: Jillian Luff, *MAPgrafx*

IMPRESSION: Intype Libra Ltd, 3/4 Elm Grove Industrial Estate, Londres SW19 4HE, ROYAUME-UNI

ISBN 978-1-907431-27-2

COUVERTURE: Les montagnes de Minembwe, s'étendant à travers les territoires de Fizi et de Mwenga.

DROITS

Copyright © The Rift Valley Institute 2013

Image de couverture © Jason K. Stearns 2008

Texte et cartes publiés au titre de la licence

Creative Commons Attribution-Noncommercial-No Derivative

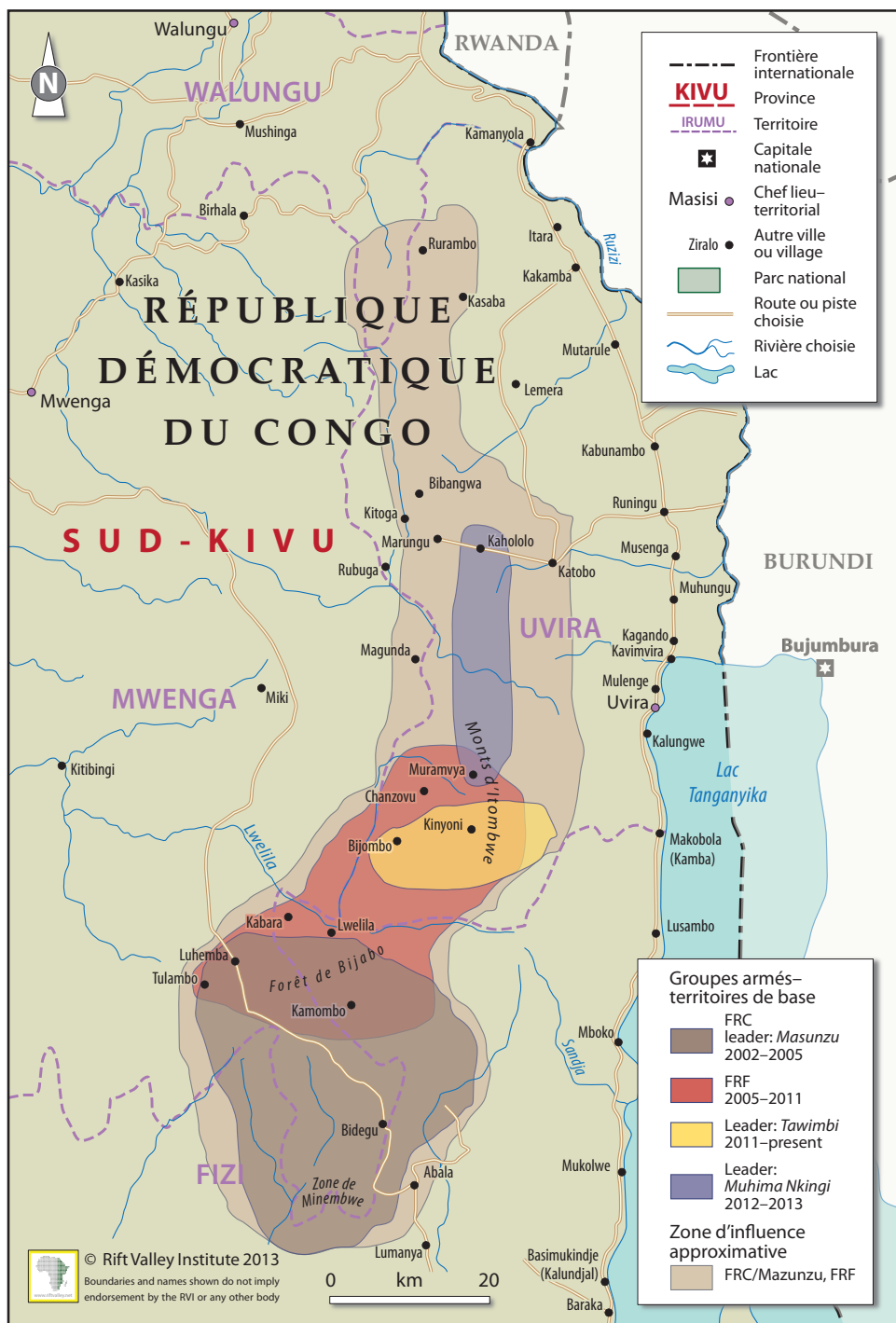
www.creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0.

Ce rapport peut être téléchargé gratuitement sur le site www.riftvalley.net





Carte 1. L'est de la RDC, montrant la région de la carte détaillée à la page suivante



Carte 2. Le Sud-Kivu, faisant apparaître les zones approximatives placées sous l'influence des groupes armés Banyamulenge

Table des matières

Précédentes publications du Projet Usalama du RVI	6
Préface: le Projet Usalama	7
Résumé et considérations d'ordre politique	9
1. Introduction	13
Une histoire disputée	14
2. Une émancipation et des frictions qui grandissent (1960–96)	18
Lutter pour acquérir de l'influence et survivre (1996–98)	22
Naissance des FRF: résistance au Rwanda (1998–2001)	25
3. Lutttes internes: la rébellion de Masunzu (2002–3)	29
Un basculement lent et tumultueux vers Kinshasa (2003–7)	32
Gouvernance des rebelles (2007–9)	36
4. Mouvance des alliances (2009–10)	39
Reprise des combats et des négociations (2010–11)	40
Une toute dernière insurrection Banyamulenge? (2011–aujourd'hui)	43
5. Trajectoire des insurrections Banyamulenge	49
Représentation politique	52
Tensions communautaires	53
Chantage des insurgés et militarisation de la politique	54
Ingérence régionale	56
6. Considérations d'ordre politique	57
Renforcer la participation politique	57
Promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation locale	58
Formuler une politique globale pour venir à bout des groupes armés	59
Mettre un terme à l'ingérence régionale	60
Annexe: Structures de commandement	62
Glossaire des acronymes, termes et expressions	64
Bibliographie	66
Carte 1. L'est de la RDC, montrant la région de la carte détaillée à la page suivante	3
Carte 2. Le Sud-Kivu, faisant apparaître les zones approximatives placées sous l'influence des groupes armés Banyamulenge	4

Précédentes publications du Projet Usalama du RVI

Rapports

Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo

Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo

PARECO: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu

L'UPC dans le district de l'Ituri: Militarisation externe de la politique locale dans le nord-est du Congo

L'Ituri: Or, questions foncières et ethnicité dans le nord-est du Congo

Les Raïa Mutomboki: Défiance du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée

Le FNI et la FRPI: Résistance locale et alliances régionales dans le nord-est du Congo

Tous ces rapports sont également disponibles en anglais.

Documents d'information

*«M23's Operational Commander: A Profile of Sultani Emmanuel Makenga»
(décembre 2012)*

*«Strongman of the Eastern DRC: A Profile of General Bosco Ntaganda»
(mars 2013)*

«The Perils of Peacekeeping without Politics: MONUC and MONUSCO in the DRC» (avril 2013)

Préface: le Projet Usalama

Le Projet Usalama (qui signifie «paix» ou «sécurité» en swahili) de l'Institut de la Vallée du Rift a été créé en réponse à la violence permanente qui règne dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Des milliards de dollars ont été consacrés à la résolution du conflit afin de mettre fin aux souffrances prolongées qu'endurent les habitants de cette région depuis deux décennies. Pourtant, les organisations internationales qui opèrent en RDC—et même le gouvernement congolais—ont du mal à comprendre les groupes armés congolais au cœur du conflit. Le Projet Usalama examine les racines de la violence, dans le but de mieux comprendre l'ensemble des groupes armés, y compris les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Le projet de recherche Usalama s'appuie sur plusieurs interrogations: quel est l'historique de ces groupes armés? Qui les soutient et les contrôle? Quelles relations les différents groupes entretiennent-ils avec l'État, les États voisins, les intérêts commerciaux et les forces armées congolaises? Pourquoi a-t-il été si difficile de démobiliser certains groupes, alors que d'autres ont disparu? Et existe-t-il certaines caractéristiques récurrentes dans les manières dont les groupes prolifèrent, négocient avec l'État, puis disparaissent de nouveau?

Le Projet adopte principalement une approche qualitative. Il analyse les sources historiques—et les quelques informations quantitatives disponibles—et revient sur les origines des groupes armés au moyen d'entretiens réalisés avec des responsables politiques, des hommes d'affaires, des représentants de la société civile et des membres de groupes armés. Le Projet repose également sur des travaux de grande envergure menés sur le terrain par des chercheurs internationaux et congolais. Parmi les résultats figurent des rapports sur des groupes armés spécifiques et les grandes zones géographiques du conflit, ainsi qu'une série de séminaires et d'ateliers en RDC.

Nombre des entretiens réalisés pour les besoins du présent rapport ont été menés sous couvert d'anonymat. Pour toutes les personnes

interrogées qui ont demandé à rester anonymes, les informations d'identification figurant dans le rapport se limitent à un numéro associé à un lieu et une date, par exemple «Personne interrogée n° 105, Goma, 28 août 2012». Lors de nos travaux de recherche, des récits relatifs à des événements significatifs et parfois contestés ont été confirmés par de multiples sources ayant une connaissance directe des événements en question.

Résumé et considérations d'ordre politique

Bien que peu nombreux, les Banyamulenge, communauté Tutsi vivant dans l'est de la RDC, se sont trouvés au cœur des multiples conflits qui sévissent de manière intermittente dans l'est de la RDC depuis deux décennies. Une première invasion lancée en 1996 par une coalition d'insurgés soutenue par le Rwanda, et dont l'objectif était de renverser Mobutu Sese Seko, est devenue connue sous le nom de «rébellion Banyamulenge», et la Seconde Guerre du Congo de 1998–2003 a vu les Banyamulenge assumer des postes à responsabilité en tant que commandants rebelles et dirigeants politiques.

Pendant cette période de près de vingt années, la communauté a été prise dans un cycle de persécution et d'insurrection. Leurs voisins ont catalogué les Banyamulenge d'étrangers et de cinquième colonne opérant pour le compte du Rwanda. En réaction, de nombreux jeunes Banyamulenge ont rejoint des rébellions soutenues par le Rwanda, instaurant ainsi une culture axée sur le service dans l'armée et la politique, et prenant part à de brutales opérations de contre-insurrection visant les milices locales, opérations qui ont attisé les préjugés et les collusions à l'encontre de toute la communauté.

Les Banyamulenge ont également vécu plusieurs séries de luttes intestines, à partir de 2002, dans le cadre d'un réalignement progressif mais tumultueux vers le gouvernement de Kinshasa. La récente rébellion du M23 au Nord-Kivu a contribué à amplifier cette tendance: des officiers supérieurs Banyamulenge de l'armée congolaise ont été déployés sur les lignes de front, tandis que les multiples tentatives de mobilisation de la communauté Banyamulenge par le Rwanda et le M23 ont pour la plupart échoué.

En 2011 s'achevait la dernière grande insurrection Banyamulenge, permettant ainsi le retour à une certaine unité au sein de la communauté. Une nouvelle grande rébellion Banyamulenge semble peu probable à

court terme. La communauté est trop peu nombreuse, trop faible sur le plan politique et trop vulnérable pour continuer de mener des luttes internes—et de nombreux officiers Banyamulenge jouissent désormais de postes influents dans l’armée nationale. Pour des raisons similaires, les liens entre les Banyamulenge et le Rwanda se sont relâchés, de nombreux membres de la communauté estimant que cette alliance n’a servi qu’à envenimer les relations avec leurs voisins.

Néanmoins, plusieurs petits groupes armés Banyamulenge dont il est question dans le présent rapport se trouvent encore dans la chaîne de montagnes des Hauts-Plateaux, ce qui souligne l’opportunisme qui continue d’animer certains commandants Banyamulenge, ainsi que le rôle permanent, bien que diminué, du Rwanda. Cela démontre également combien la rhétorique de l’autoprotection communautaire peut encore servir à justifier des insurrections. C’est pour toutes ces raisons que les progrès récents pourraient rapidement être mis à mal si des efforts plus conséquents ne sont pas déployés pour exiger des dirigeants politiques et militaires qu’ils rendent des comptes et pour résoudre des tensions communautaires déjà anciennes.

Renforcer la participation politique

La lutte pour l’obtention de droits politiques a été un facteur important des insurrections lancées parmi les Banyamulenge et d’autres groupes minoritaires. Cependant, le gouvernement de Kinshasa a préféré gérer les insurrections en cooptant des dirigeants militaires, au lieu de promouvoir la participation politique des Banyamulenge en les intégrant dans la structure du pouvoir administratif local, provincial ou national. L’isolement des Hauts-Plateaux où vivent les Banyamulenge justifie que leur statut soit élevé à celui de «commune rurale», après des consultations menées auprès des autres communautés locales de la région.

Promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation locale

La présidence congolaise devrait s’atteler à la consolidation de la paix locale entre les Banyamulenge et les communautés voisines en soutenant

des projets interethniques et en s'empressant d'intervenir contre les discours de haine et les exactions. Les députés de la région, parmi lesquels figurent certaines des personnalités locales les plus susceptibles de créer des divisions, devraient s'engager activement à combattre la démagogie ethnique en devenant des membres actifs des réseaux de pacification interethnique. En outre, le gouvernement de la RDC et les bailleurs de fonds internationaux devraient appuyer les projets visant à renforcer la cohésion sociale et les interdépendances économiques entre communautés, notamment la promotion de projets de développement et de programmes éducatifs communs. Ils devraient par ailleurs chercher plus spécifiquement à réduire les tensions attribuables aux déplacements saisonniers des personnes et du bétail entre les pâturages d'hiver et les pâturages d'été.

Formuler une politique globale pour venir à bout des groupes armés

Le gouvernement congolais, avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) et les bailleurs de fonds, devrait élaborer un nouveau processus de négociation avec les groupes armés. L'objectif devrait être d'éliminer cette tradition consistant à conclure avec les insurgés d'hier—notamment les principaux responsables d'atteintes aux droits de l'homme—des marchés qui reposent sur l'attribution d'avantages en nature et de postes à responsabilité dans l'armée nationale. Cette réforme des procédures de négociation nécessitera une médiation solide et un suivi assurés par une partie neutre—dans l'idéal, la MONUSCO—ainsi qu'un nouveau programme de démobilisation. Ce point souligne également qu'il est impératif d'organiser une réforme pertinente du secteur de la sécurité en insistant sur la lutte contre l'impunité.

Mettre un terme à l'ingérence régionale

Il est peu probable que les rébellions de petite échelle qui sévissent dans l'est de la RDC entraînent une déstabilisation plus étendue—sauf si elles bénéficient d'un appui extérieur et un soutien transfrontalier. Il est donc

d'autant plus important que les bailleurs de fonds et les gouvernements de la région considèrent avec sérieux les informations selon lesquelles des fonctionnaires, des officiers militaires et/ou des réseaux commerciaux à Kigali, Bujumbura et Kampala soutiendraient des groupes armés congolais, et qu'ils appuient les travaux du Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC.

1. Introduction

C'est pendant les «Guerres du Congo»—expression faisant référence aux deux phases de conflit majeur que le pays a connu de 1996 à 1997 puis de 1998 à 2003— que l'on commença d'utiliser le terme «Banyamulenge» pour désigner sans discernement et souvent de manière péjorative tous les Tutsi de l'est de la RDC. Ce nom est encore souvent employé de cette manière; d'après un sondage réalisé en 2002, seuls 26% des Congolais de tout le pays considéraient les Banyamulenge comme des Congolais.¹

Les Banyamulenge sont une petite communauté de pasteurs Tutsi qui vit dans une région montagneuse reculée du Sud-Kivu. Leur trajectoire historique diffère à plusieurs titres de celle des Tutsi du Nord-Kivu. Si la date exacte de la venue des Banyamulenge dans ce qui est aujourd'hui le Sud-Kivu est contestée, de nombreux historiens s'accordent à dire qu'une grande partie de la communauté arriva avant l'ère coloniale. Pourtant, les communautés voisines ont rejeté la citoyenneté des Banyamulenge, affirmant souvent qu'il s'agissait d'immigrants récents. Ces tensions ethniques sont notamment imputables à la concurrence autour du pouvoir local ainsi qu'à des différends relatifs à l'utilisation des terres et à la transhumance des troupeaux de bétail.

Cette histoire nous amène à faire des comparaisons avec les luttes communales anciennes qui sévissent dans le sud de la province du Nord-Kivu, luttes également liées à la présence de communautés immigrantes d'origine rwandaise. Dans cette région, la situation se caractérise toutefois par une forte pression démographique ainsi que par la domination en nombre des Hutu et des Tutsi dans certains territoires, dont la plupart sont arrivés après 1930. En revanche, dans les territoires de Fizi et d'Uvira, où la densité de population est plus faible, les animosités ont surtout été alimentées par le fait que les Banyamulenge réclament des droits

¹ Tatiana Carayannis et Herbert Weiss, «Reconstructing the Congo», *Journal of International Affairs* 58/1 (2004), p. 134.

politiques, notamment la création d'un territoire qui leur soit propre.²

Malgré l'absence de données démographiques fiables, on sait que les Banyamulenge constituent une communauté relativement petite qui compterait, d'après les estimations, entre 50 000 et 400 000 personnes.³ S'ils sont majoritaires dans les régions montagneuses, ils ne le sont dans aucun des territoires où ils vivent réellement.

La prise de conscience politique des Banyamulenge qui s'opéra progressivement à l'ère postcoloniale suscita l'hostilité des communautés voisines. Un schéma commença à s'établir, qui dégénéra en actes de violence lors du processus de démocratisation du début des années 1990 et en un conflit ouvert lors de la rébellion de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) en 1996.⁴ Le résultat fut une militarisation de la communauté qui, depuis, façonne sa trajectoire et la mêle à de multiples insurrections.

Une histoire disputée

En RDC, l'histoire revêt souvent des allures de champ de bataille politique, et c'est certainement le cas des Banyamulenge, perçus par de nombreux Congolais comme des immigrants récents ne jouissant d'aucun droit légitime à la citoyenneté congolaise.

Les Banyamulenge vivent dans la zone montagneuse et peu peuplée du Sud-Kivu appelée les Hauts-Plateaux. Auparavant désignées par le nom de «Hauts-Plateaux d'Itombwe», ces terres s'élèvent à l'ouest du lac Tanganyika pour atteindre une altitude maximale de 3 475 mètres. Elles englobent les territoires de Fizi, d'Uvira, et une petite partie du

2 Jean-Claude Willame, *Banyarwanda et Banyamulenge: Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu* (Bruxelles/Paris: Institut Africain-CEDAF/L'Harmattan, 1997).

3 René Lemarchand, dans *The Dynamics of Violence in Central Africa* (Philadelphie: University of Pennsylvania Press, 2009), p. 10, fournit une estimation située entre 50 000 et 70 000, tandis que Joseph Mutambo, dans *Les Banyamulenge* (Kinshasa: Imprimerie Saint Paul, 1997), p. 26, cite un chiffre de 400 000, qui, précise-t-il, est antérieur au départ des flux de réfugiés de la région.

4 Jason Stearns, *North Kivu: The Background to Conflict in North Kivu Province of Eastern Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012), p. 29–31.

territoire de Mwenga. La patrie traditionnelle des Banyamulenge s'étend également jusque dans les montagnes de moyenne altitude appelées les Moyens-Plateaux, qui s'élèvent entre 1 200 et 3 300 mètres. Les Banyamulenge sont une communauté majoritairement Tutsi, mais à l'époque de leurs premières migrations, les délimitations entre groupes ethniques étaient moins rigides, et l'identité religieuse, l'appartenance à un clan et à une classe étaient tout aussi importantes.

D'après la plupart des historiens, les premiers Banyamulenge arrivèrent en plusieurs vagues au XIX^{ème} siècle depuis des régions qui font aujourd'hui partie du Rwanda et du Burundi. Cependant, certains auteurs suggèrent que des mouvements de moindre envergure auraient eu lieu au XVIII^{ème} siècle, voire dès le XVI^{ème} siècle.⁵ Étant donné que d'autres communautés de cette région migrèrent également sur cette longue période—et que les identités et les frontières étaient relativement fluides—, les propos relatifs à une priorité et une précedence autour de la question de l'«appartenance» doivent être envisagés avec prudence.

La première grosse vague de ces populations pastorales s'arrêta dans la plaine de Rusizi près de Kakamba, qui constitue aujourd'hui la frontière avec le Burundi, puis s'installa brièvement dans les Moyens-Plateaux d'Uvira sur la rive nord-ouest du lac Tanganyika, autour d'une colline dénommée Mulenge. Bien que le nom «Banyamulenge» (Peuple de Mulenge) ait commencé d'être employé à la fin des années 1960, son usage ne se répandit réellement que lors de la décennie suivante avec Frédéric Muhoza Gisaro, le premier Munyamulenge nommé aux instances nationales en 1970. La communauté adopta ensuite ce nom

5 Jacques Depelchin, dans «From Pre-Capitalism to Imperialism: A History of Social and Economic Formations in Eastern Zaire (Uvira Zone, c.1800–1965)» (Stanford: Thèse de doctorat, 1974), p. 65, affirme que le plus grand groupe est parti sous le règne du roi rwandais Kigeri IV Rwabugiri (vers 1860–95), un groupe plus petit étant parti sous Mutara II Rwogera (vers 1830–60). Il suggère par ailleurs que certaines familles seraient parties plus tôt sous le règne du roi Yuhi IV Gahandiro (vers 1797–1830). Certains auteurs Banyamulenge, comme Mutambo dans *Les Banyamulenge*, p. 21, s'inspirant de l'historien rwandais Alexis Kagame, font référence à des mouvements de faible ampleur dès le XVI^{ème} siècle.

pour se distinguer des réfugiés et immigrants rwandais arrivés plus récemment.⁶

Bien que vivant dans les Moyens-Plateaux, cette communauté semi-nomade dut s'adapter à des structures d'autorité coutumière établies, et se soumettre aux chefs d'autres groupes ethniques qui réglementaient l'accès au foncier (et surtout aux pâturages) en échange d'un tribut. Vers le début du XX^{ème} siècle, souhaitant revendiquer ses propres terres, une partie de cette communauté partit s'installer dans la zone moins peuplée des Hauts-Plateaux. La communauté comptait alors deux chefs, Kaïla et Gahutu, reconnus par l'administration coloniale belge, mais qui ne contrôlaient pas un territoire physique clairement démarqué puisque leurs populations étaient encore relativement nomades.⁷ À cette époque, les Belges les appelaient «Ruanda».

Quand, à partir de 1912, les Belges commencèrent à réorganiser formellement le système administratif d'Uvira en structures coutumières de plus grande taille, ils n'attribuèrent pas aux Ruanda le contrôle d'une entité administrative autonome. Les Banyamulenge devinrent alors sujets des chefs d'autres groupes ethniques, source constante de ressentiment.

Les tensions s'accrurent entre les Banyamulenge et leurs voisins, à savoir les Bembé du territoire de Fizi, et les Fuliro, les Vira et les Nyindu

.....

6 Manassé (Müller) Ruhimbika, *Les Banyamulenge (Congo-Zaïre) entre deux guerres* (Paris: L'Harmattan, 2001), p. 21.

7 Kaïla (ou Kayira) était le fils du chef Bigimba, dont la mort marqua le départ des Banyamulenge de Mulenge. La «chefferie» de Kaïla était mobile, car il se déplaça pour échapper aux exactions du chef Mokogabwe des Fuliro. Cependant, il revint dans la région en 1933. À cette époque, la vaste chefferie des Fuliro avait déjà été créée, ne laissant aucune place pour les structures politiques Banyamulenge. Gahutu (ou Kahutu) était le fils de Livuze, qui avait fui les exactions du roi rwandais Musinga. Après une brève échappée au Rwanda, il finit par s'installer à Luvungi en 1909, où il fut placé sous l'autorité d'un chef Fuliro. Lorsque l'administration belge commença à organiser l'administration locale à partir de 1912 en regroupant différents (sous-)clans et en délimitant les frontières des chefferies (également appelées «petites chefferies»), Gahutu fut laissé à l'écart. Voir Bosco Muchukiwa, *Territoires ethniques et territoires étatiques: Pouvoirs locaux et conflits interethniques au Sud Kivu (R.D. Congo)* (Paris: L'Harmattan, 2006), p. 74-6 et 93-6.

du territoire d'Uvira. Ces tensions étaient en partie imputables à leurs différences culturelles. Au style de vie pastoral et à l'histoire distincte des Banyamulenge venaient s'ajouter des divergences au niveau des structures d'autorité, des modes d'alimentation, des normes de richesse et de travail et d'autres coutumes sociales. Par exemple, contrairement à d'autres communautés, la principale source de richesse des Banyamulenge est le bétail. Ils ont peu d'estime pour le travail manuel. En outre, leur alimentation se compose en grande partie de lait, de viande et d'autres produits dérivés de la vache, et la dot repose sur l'échange de bétail.⁸ Du fait de ces différences, les mariages interethniques sont rares.

On peut toutefois dire que, dans une certaine mesure, les Banyamulenge et d'autres communautés se sont influencés les uns les autres: les Fuliro se sont mis à l'élevage de bétail; les missionnaires Bembé et Fuliro ont joué un rôle important dans les tentatives de christianisation des Banyamulenge. Mais les Banyamulenge sont globalement restés détachés sur le plan socioculturel. Cela a engendré des frictions, les autres communautés interprétant cela comme une arrogance propre à des éleveurs de bétail traditionnellement fortunés. Mais bien après le début de l'ère postcoloniale, les Banyamulenge, comparés à d'autres groupes, étaient un peuple marginalisé, disposant d'un accès limité aux postes d'autorité locale, au foncier ou à l'éducation.

L'antagonisme découlant de cette situation était donc facile à exploiter pour les politiciens locaux et/ou nationaux. La première fois que cela se produisit à grande échelle fut lors de la décennie tumultueuse qui suivit l'indépendance.

8 Les vaches sont d'une importance cruciale dans la culture des Banyamulenge, tout comme pour d'autres communautés pastorales. La vache n'est pas un simple animal, mais un symbole de richesse et de prospérité, et elle est considérée comme faisant partie de la famille. Lazare S. Rukundwa, *Justice and Righteousness in Matthean Theology and its Relevance to the Banyamulenge Community: A Postcolonial Reading* (Université de Pretoria: Thèse de doctorat, 2006), p. 98–9.

2. Une émancipation et des frictions qui grandissent (1960–96)

Au lendemain de l'indépendance du Congo en 1960, une série d'événements plongea les Banyamulenge dans un cycle qui allait les amener à obtenir un pouvoir politique puis à subir la réaction brutale d'autres groupes ethniques à travers des actes discriminatoires. Ce schéma se perpétue aujourd'hui. Le développement le plus crucial fut le déclenchement de la rébellion des Mulele ou Simba, qui prirent le contrôle d'une grande partie de l'est du Congo suite à l'assassinat du Premier ministre Patrice Lumumba le 17 janvier 1961.

À la mort de Lumumba, Pierre Mulele, ancien ministre de l'Éducation, se retira dans son Bandundu natal pour organiser un soulèvement qui finit par atteindre la région de Fizi/Uvira en 1963.⁹ Si quelques jeunes combattants se joignirent aux rebelles, l'enthousiasme révolutionnaire des Banyamulenge fut très limité comparé à celui d'autres communautés. L'idéologie du nationalisme radical et de l'anti-impérialisme ne séduisait pas une communauté isolée peu instruite sur les questions d'ordre politique. Ce n'est que lorsque les rebelles Simba se mirent à rafler du bétail appartenant aux Banyamulenge que ceux-ci se retournèrent ouvertement contre la rébellion, créant une milice locale surnommée *Abagiriye* («les guerriers»). L'intensification du conflit contraignit de nombreux Banyamulenge à quitter les Plateaux pour aller s'installer au bord du lac Tanganyika et dans la plaine de Rusizi, où nombre d'entre eux moururent du paludisme. La violence incita également les *Abagiriye* à former une alliance avec l'armée nationale congolaise pour débarrasser les Hauts-Plateaux des rebelles Simba.

9 Benoît Verhaegen, *Rébellions au Congo: Tome 1* (Bruxelles/Léopoldville: CRISP/IRES/INEP, 1964).

L'épisode Simba fut un moment décisif de l'histoire des Banyamulenge. Il eut deux conséquences importantes et connexes: premièrement, il entraîna une nette détérioration des relations entre les Banyamulenge et leurs voisins. Même si l'insurrection prétendait avoir un agenda révolutionnaire non ethnique, elle dégénéra rapidement en actes de violence à connotation ethnique, envenimant ainsi les conflits d'identité existants. Deuxièmement, la rébellion donna une forte impulsion à l'émancipation sociale et politique des Banyamulenge, qui prirent de plus en plus conscience de leur identité et de leurs droits. Cela était en partie dû au fait que la rébellion avait amélioré leurs opportunités dans les domaines de l'éducation et de l'emploi, les Banyamulenge qui avaient rejoint à l'armée étant entrés en contact avec les élites à Kinshasa et Bukavu. Cette nouvelle visibilité provoqua un fort mécontentement parmi les autres communautés de Fizi et d'Uvira, qui craignirent que cette montée en puissance des Banyamulenge ne nuise à leurs propres intérêts.¹⁰

L'autre développement qui favorisa l'émancipation des Banyamulenge fut leur conversion massive au christianisme dans les années 1950, qui entraîna l'apparition d'une nouvelle catégorie de chefs religieux. Ce phénomène allait petit à petit réduire l'isolement de cette communauté et l'importance de ses structures traditionnelles. Qui plus est, à partir de la fin des années 1960, les premiers Banyamulenge à recevoir un diplôme universitaire se mirent à faire de la politique. Le plus connu d'entre eux était Frédéric Muhoza Gisaro, élu à l'Assemblée nationale en 1970. Son élection encouragea le désir d'autonomie politique de la communauté lorsqu'il réclama la création d'un nouveau territoire sur lequel les Banyamulenge seraient majoritaires ; toutefois, ce projet ne progressa guère.¹¹

10 Koen Vlassenroot, «Citizenship, Identity Formation and Conflict in South Kivu: The Case of the Banyamulenge», *Review of African Political Economy* 29/93-4 (2002), p. 499–515.

11 En 1979, un nouveau «groupement» (entité administrative située en dessous du secteur) fut créé à Bijombo. En raison des protestations du Mwami (chef) Lenge III des Bavira, ce fut finalement un Vira, et non un Munyamulenge, qui fut nommé chef traditionnel de ce groupement; Muchukiwa, *Territoires ethniques*, p. 127–32.

L'émancipation politique croissante des Banyamulenge s'accompagna d'une refonte de leur identité. C'est à cette période que le nom «Banyamulenge» se popularisa, l'idée étant de distinguer cette communauté des réfugiés rwandais et burundais arrivés en plusieurs vagues autour de 1959 puis de 1972 suite à la persécution ethnique qu'ils subissaient dans leur pays d'origine. Les Banyamulenge cherchèrent donc à mettre l'accent sur une notion territoriale plutôt qu'ethnique de leur identité—en se liant ainsi au lieu appelé Mulenge. Cependant, d'autres communautés eurent le sentiment que cette stratégie avait seulement pour but de masquer leurs véritables origines.

Pendant les années 1980, la polémique relative à la citoyenneté des personnes d'origine rwandaise et burundaise prit de l'ampleur dans les débats politiques nationaux et provinciaux. 1981 vit la promulgation d'une nouvelle loi sur la nationalité qui limita les droits des immigrants à la citoyenneté, et dont pâtirent en particulier ceux qui se trouvaient dans les Kivus. Alors que la précédente loi de 1972 accordait la nationalité à toutes les personnes du Rwanda et du Burundi venues dans les Kivus avant 1950, l'amendement de 1981 la limitait aux descendants de tribus établies sur le territoire national dans ses limites du 1er août 1885.¹² Tandis que les Banyamulenge faisaient valoir qu'ils avaient vécu en territoire congolais avant cette date, d'autres communautés se servirent de cette loi pour étouffer les aspirations politiques des Banyamulenge. En 1982 et 1987, des candidats Banyamulenge ne furent pas autorisés à participer aux élections législatives nationales pour des raisons de «nationalité douteuse».

Les tensions communales, plus particulièrement à l'égard de la population kinyarwandaphone, s'aggravèrent considérablement pendant le processus de démocratisation lancé dans les années 1990, lorsque Mobutu fomenta des divisions ethniques pour réduire au minimum

.....

12 Étant donné qu'elle ne fut jamais appliquée de manière systématique, cette loi ne modifia pas fondamentalement le statut de citoyenneté *de facto* des Rwandophones arrivés dans les Kivus pendant ou après la colonisation. En outre, elle laissa ouverte la possibilité d'accorder la nationalité au cas par cas à ceux que la loi excluait.

l'opposition à son régime. En 1991 fut organisée la Conférence nationale souveraine (CNS) dans le but de rédiger une nouvelle constitution et de tracer la voie vers une démocratie multipartite. Cependant, sous les pressions de délégués kivutiens, la Conférence exclut les représentants Tutsi. Cette même année, le gouvernement lança une campagne de recensement controversée pour déterminer la nationalité des personnes vivant dans l'est du pays, à l'approche d'élections qui n'eurent d'ailleurs jamais lieu. Dans plusieurs endroits des Plateaux, cette tentative de recensement déclencha de violents incidents, des Banyamulenge incendiant des centres de recensement et certains d'entre eux étant arrêtés. Des incidents similaires se produisirent dans l'est du Katanga, où la région de Vyura du district du Tanganyika comptait une communauté Banyamulenge relativement importante—connue localement sous le nom de Banyavyura—jusqu'au moment des guerres, qui provoquèrent la fuite de la plupart de ses membres.

La situation des Banyamulenge se précarisa. En 1993, une vague de réfugiés Hutu franchit la frontière après un coup d'État au Burundi, suivis de centaines de milliers de Hutu rwandais en 1994, dont certains étaient des miliciens et des soldats responsables du génocide au Rwanda. L'afflux de groupes ethniquement si différents eut des répercussions sur les relations intercommunautaires. Les développements politiques au niveau national ne firent qu'aggraver ces tensions. En 1995, le parlement de transition instauré après la CNS adopta une résolution qui exigeait l'expulsion de tous les réfugiés et immigrants rwandais et burundais, assimilant les Banyamulenge à cette catégorie. L'une des personnalités clés de cet activisme était Anzuluni Bembe, le vice-président du parlement, un Bembé de Fizi.¹³

Confrontés au chômage et à la discrimination, de nombreux jeunes Banyamulenge se tournèrent vers l'étranger. À partir de 1990, l'une des opportunités qui s'offraient à eux était le recrutement dans les rangs du Front patriotique rwandais (FPR) dirigé par des Tutsi, qui avait pris

.....
 13 Ruhimbika, *Banyamulenge*, p. 32.

les armes contre le gouvernement du Président Juvénal Habyarimana, à dominante Hutu. Au fil des années, des centaines de Banyamulenge rejoignirent cette insurrection, leurs effectifs s'accroissant après le renversement du gouvernement rwandais par le FPR en 1994. De nombreux Banyamulenge, préoccupés par la multiplication des préjugés ethniques dans leurs régions d'origine, soutinrent l'idéologie du FPR dans l'espoir qu'ils pourraient en faire autant au Congo une fois le Rwanda libéré.

Lutter pour acquérir de l'influence et survivre (1996–98)

L'invasion lancée par l'AFDL propulsa les Banyamulenge sous le feu des projecteurs alors que, jusque-là, ils n'avaient occupé que l'arrière-plan de la scène politique congolaise. Elle conféra du pouvoir et de l'importance à la communauté—mais elle alimenta aussi un cycle de massacres de représailles avec des groupes ethniques voisins.

En août 1996, l'armée rwandaise commença à ordonner aux soldats Banyamulenge de franchir la rivière Rusizi pour se positionner dans les Plateaux et ainsi constituer l'avant-garde militaire. Ces incursions déclenchèrent des affrontements avec l'armée zaïroise et se soldèrent par une série de meurtres, d'arrestations et d'actes de harcèlement de Banyamulenge dans tout le territoire d'Uvira. Deux manifestations majeures furent organisées à Uvira et à Bukavu, au cours desquelles des activistes de la société civile et des fonctionnaires tinrent des propos virulents à l'égard de la communauté Tutsi. Cependant, la panique la plus totale fut déclenchée par la déclaration publique du vice-gouverneur du Sud-Kivu la première semaine d'octobre 1996: il annonça que les Banyamulenge avaient six jours pour quitter les Hauts-Plateaux, faute de quoi ils seraient considérés comme des rebelles. Au cours des semaines qui suivirent, les Banyamulenge et les communautés voisines commirent

des massacres.¹⁴

Entre-temps, la coalition rebelle de l'AFDL commençait à se constituer, sous la supervision du Rwanda à Kigali, afin de camoufler les ambitions du Rwanda, de l'Ouganda et de l'Angola, dont les troupes allaient mener une grande partie des combats. Cette alliance précaire d'insurgés regroupait quatre partis politiques disparates, et son porte-parole était le leader rebelle congolais chevronné, Laurent-Désiré Kabila. L'un des groupes était l'Alliance démocratique des peuples (ADP), composée essentiellement de Tutsi congolais, dont certains leaders Banyamulenge—notamment Dugu wa Mulenge, Joseph Rubibi et Samson Muzuri.

Tandis que ces représentants Banyamulenge restaient extrêmement sceptiques sur Kabila—principalement à cause du rôle qu'il avait joué dans la rébellion Simba et celles qui avaient ensuite eu lieu au Fizi dans les années 1960 et 1970—, ils considérèrent généralement l'AFDL comme essentielle à leur survie et leur émancipation politique. Des centaines de Banyamulenge s'engagèrent et furent formés par des instructeurs rwandais. L'AFDL engendra également un glissement du pouvoir au sein de la communauté, les anciens étant de plus en plus ignorés et une nouvelle génération de leaders politiques et militaires se mettant en avant.

Lors de la rébellion de l'AFDL puis de sa domination entre 1997 et 1998, les Banyamulenge prirent des postes d'autorité dans l'administration provinciale du Sud-Kivu et du territoire d'Uvira, suscitant un mécontentement considérable parmi les autres communautés. Parmi ceux qui se virent confier des postes importants figuraient Benjamin Serukiza, vice-gouverneur du Sud-Kivu, Jonas Sebatunzi, procureur d'État, et Mutabazi

14 Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies (HCDH), «République démocratique du Congo, 1993–2003. Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo» (connu sous le nom de «Rapport Mapping»), p. 75. Voir paragr. 181–8 pour obtenir une présentation générale des meurtres de civils Banyamulenge au Sud-Kivu sur cette période. Les massacres de membres d'autres communautés ethniques du Sud-Kivu sont traités aux paragr. 282–3.

Muntu, responsable de l'Agence nationale de renseignements (ANR). Au niveau national, les personnalités Banyamulenge étaient moins nombreuses. À noter toutefois que Bizima Karaha fut nommé ministre des Affaires étrangères, Moïse Nyarugabo, l'ancien assistant personnel de Kabila, devint secrétaire général de l'Office des biens mal acquis (OBMA), Samson Muzuri reçut le poste d'ambassadeur en Allemagne, et cinq autres Banyamulenge obtinrent des postes de conseiller principal dans différents ministères.

Cependant, malgré les apparences, les tensions montaient entre les Banyamulenge et leurs alliés rwandais, qui conservèrent une influence permanente dans les affaires congolaises après la victoire de l'AFDL. Les Banyamulenge se rendaient de plus en plus compte que leur association étroite avec le Rwanda avait affecté leurs demandes d'obtention de la citoyenneté congolaise, les rendant dépendants de Kigali pour leur sécurité. En outre, certains avaient l'impression que Kigali avait profité de la précarité de leur position sociale pour lancer une invasion qui ne visait finalement pas à promouvoir leurs droits mais à satisfaire les intérêts de Kigali.

Ces tensions étaient aussi ancrées dans des perspectives divergentes quant à l'identité Banyamulenge: alors que certains leaders rwandais considèrent que les Banyamulenge font partie de leur diaspora, la plupart des Banyamulenge se voient avant tout comme des citoyens congolais. «*Nous sommes très peu nombreux à avoir de la famille au Rwanda*», a expliqué un chef coutumier. «*Notre culture et notre mode de vie sont différents de ceux des Rwandais.*»¹⁵ Cette vision contradictoire fut illustrée par une rumeur largement répandue selon laquelle le Rwanda aurait prévu de relocaliser tous les Banyamulenge à Kibuye, au Rwanda, pour assurer leur sécurité, plan qui aurait été proposé lors d'une réunion avec des leaders Banyamulenge en décembre 1996.¹⁶

15 Projet Usalama, personne interrogée n° 502, Uvira, 2 mars 2013.

16 Vlassenroot, «Citizenship, Identity Formation and Conflict», p. 510–11.

Une autre source de friction permanente était le statut marginal des Banyamulenge au sein des forces armées congolaises nouvellement constituées. Confinés aux bas échelons de l'armée rwandaise et ayant été placés sous les ordres de leurs supérieurs rwandais pendant l'insurrection de l'AFDL, ils aspiraient désormais à des postes plus influents. Les tensions atteignirent leur paroxysme en février 1998: suite à des informations selon lesquelles le chef d'état-major des forces armées congolaises, le colonel James Kabarebe, un Rwandais, aurait donné l'ordre de déployer des officiers Banyamulenge en dehors des Kivus, plusieurs soldats se mutinèrent à Bukavu. Menés par Éric Ruhorimbere, Venant Bisogo et Mukalay Mushondo, les mutins ne furent persuadés de réintégrer leurs rangs qu'après l'intervention personnelle du colonel Kabarebe.

Naissance des FRF: résistance au Rwanda (1998–2001)

La mutinerie de février 1998 fut le premier d'une série d'incidents. Le mois suivant, un groupe d'une trentaine de déserteurs Banyamulenge s'en prit à l'armée rwandaise à Bukavu, une attaque qui aurait été motivée par les mauvais traitements subis par les soldats Banyamulenge. Nombre de ces dissidents, menés par Richard Tawimbi et Michel «Makanika» Rukunda, furent capturés; certains furent condamnés à mort.

Cette résistance croissante se retrouvait également dans la sphère politique. Ainsi, en juin 1998, un groupe d'une trentaine de Banyamulenge se réunit à Bujumbura pour former un mouvement politique indépendant. Parmi eux figuraient certains de leurs principaux leaders: Manassé «Müller» Ruhimbika, réputé pour son franc-parler, directeur du Groupe Milima, la première organisation non gouvernementale Banyamulenge; Joseph Mutambo, professeur d'université basé à Kinshasa dont la candidature au parlement avait été rejetée en 1982 pour cause de «nationalité douteuse»; et Gasore Zébedée, ancien conseiller ministériel à Kinshasa.

Le 14 juin 1998, ce groupe créa les Forces républicaines fédéralistes (FRF), parti politique clandestin qui serait pendant de nombreuses années le seul véhicule politique indépendant des aspirations Banyamulenge. Les FRF faisaient valoir qu'au lieu de s'appuyer sur le Rwanda, le fédéralisme constituerait pour la communauté Banyamulenge un moyen

plus viable—et moins antagoniste—de réaliser ses objectifs. Bien que le parti ait beaucoup changé, le fédéralisme reste l'idéologie politique officielle des FRF—et l'idée du fédéralisme est encore largement soutenue par l'élite intellectuelle Banyamulenge (même si ce fédéralisme semble peu probable à court terme). Plus précisément, les FRF militèrent pour la création dans les Hauts-Plateaux d'une entité administrative autonome dotée de larges pouvoirs, notamment de ses propres forces de sécurité.

Les événements dans la région devancèrent toutefois les FRF. En juillet 1998, l'ancien porte-parole de l'AFDL devenu Président du pays, Laurent-Désiré Kabila, demanda aux militaires rwandais de quitter le territoire congolais. Cela incita le Rwanda à lancer une nouvelle insurrection sous le nom de Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) le 2 août 1998. Cette nouvelle rébellion plaça les Banyamulenge dans une position vulnérable: confrontés aux attaques des bandes de Maï-Maï et traqués par le gouvernement de Kabila, qui considérait les Banyamulenge comme des mandataires du Rwanda, l'époque n'était pas propice à une lutte contre Kigali.

Le ton fut donné lorsque des fonctionnaires de Kinshasa réclamèrent l'éradication de «la vermine qui vicie et empoisonne le corps [de la] nation».¹⁷ Pire, ces discours incendiaires anti-Tutsi s'accompagnèrent du massacre de dizaines de soldats Banyamulenge par leurs collègues non Banyamulenge dans les camps militaires de Kinshasa, de Kamina, de Kisangani et de Kananga. Le RCD, souvent en association avec des commandants Banyamulenge sur le terrain opérant sous les ordres de l'Armée patriotique rwandaise (APR), usa de représailles, massacrant des centaines de civils à Makobola, Kasika et Katogota en 1998 et 1999.¹⁸

17 Olivier Lanotte, *République démocratique du Congo: Guerres sans frontières: De Joseph-Désiré Mobutu à Joseph Kabila* (Bruxelles: Éditions Complexe, 2003), p. 104–5.

18 Concernant les meurtres de Banyamulenge et d'autres Tutsi au début de la rébellion du RCD, veuillez consulter le «Rapport Mapping» du HCDH, paragr. 312–28. Concernant les massacres de civils perpétrés par les troupes RCD/RPA au Sud-Kivu, voir les paragr. 351–5.

Mais les préoccupations d'ordre sécuritaire ne furent pas le seul facteur qui détermina l'attitude des Banyamulenge envers le RCD. Certains membres de la communauté considérèrent en effet que cette nouvelle insurrection offrait l'opportunité de rectifier les inadéquations de l'AFDL, notamment le fait qu'elle ne promouvait pas leur droit à la citoyenneté et à une représentation politique. Les ambitions personnelles étaient aussi considérables: tandis que le RCD continuait d'avancer dans le pays, il fut évident qu'il deviendrait un outil permettant d'accéder à des postes à responsabilité. Effectivement, certains Banyamulenge atteignirent les échelons les plus élevés du RCD: Bizima Karaha en devint ainsi chef de la sécurité, Moïse Nyarugabo, commissaire à la justice, et Azarias Ruberwa, secrétaire général.

Malgré tout, la communauté Banyamulenge connut des hauts et des bas avec le RCD. D'une part, la nouvelle rébellion déclencha un nouveau cycle de massacres de représailles entre des soldats du RCD et les milices Maï-Maï. D'autre part, les Banyamulenge se mirent à exercer une influence plus importante que jamais au sein du gouvernement, allant même jusqu'à obtenir pour la première fois leur propre entité administrative. Le territoire de Minembwe, tel qu'il fut baptisé, fut créé à partir des zones habitées par des Banyamulenge dans les territoires de Fizi, de Mwenga et d'Uvira. Une nouvelle détérioration des relations intercommunautaires fut toutefois le prix à payer.

En outre, les tensions entre éleveurs de bétail et fermiers s'accrurent, notamment concernant la pratique de la transhumance. Ce terme fait référence à la migration annuelle du bétail vers de meilleurs pâturages, essentiellement dans les secteurs de Ngandja et de Lulenge au Fizi, au début de la saison sèche. Pendant la transhumance, les vaches piétinent souvent les terres arables d'autres communautés. Lorsque la rébellion de l'AFDL éclata en septembre 1996, les propriétaires de bétail refusèrent de payer l'*itulo* ou taxe coutumière aux chefs d'autres communautés, et la transhumance devint ainsi un catalyseur de tensions. En réaction, des groupes Maï-Maï se mirent à lancer de gigantesques rafles de bétail en guise d'attaques à la fois symboliques et matérielles contre les Banyamulenge.

Qui plus est, l'ère du RCD conduisit à des divisions internes croissantes au sein de la communauté Banyamulenge, qui se manifestèrent souvent par une conscience accrue de la notion de clans, conjuguée à des luttes de pouvoir politique. Selon la méthode de comptabilisation utilisée, on estime qu'il existe entre 13 et 26 grands clans Banyamulenge. Si chaque clan peut théoriquement retracer sa lignée jusqu'à un ancêtre commun, ces clans se sont en réalité développés en absorbant d'autres familles et en s'alliant avec elles. Ce sont peut-être l'immigration progressive caractéristique de l'histoire de la communauté et ses modes d'habitation dispersés et pastoraux qui expliquent pourquoi les Banyamulenge n'ont jamais eu un seul grand chef et pourquoi les tensions entre clans sont fréquentes. Ces tensions n'avaient cependant jamais été très importantes avant la montée en puissance du RCD et la rébellion de Masunzu, le premier conflit interne grave pour les Banyamulenge.

3. Luites internes: la rébellion de Masunzu (2002–3)

Pacifique Masunzu fut l'une des principales personnalités à semer la discorde parmi la communauté Banyamulenge. Aujourd'hui encore, son rôle soulève des polémiques. Les récits à son égard varient selon des facteurs reposant sur l'appartenance au clan et d'anciennes loyautés politiques: ses partisans en font ainsi un vaillant défenseur de leur communauté, tandis que ses détracteurs lui reprochent d'être un officier indiscipliné animé par des ambitions personnelles. Il ne fait toutefois aucun doute que Masunzu fut l'un des premiers sympathisants des FRF et que ses relations avec ses commandants rwandais étaient tendues. Début 1999, le commandant APR d'Uvira, le colonel Dan Gapfizi, ordonna son arrestation, mais Masunzu réussit à s'échapper avec l'aide de soldats Banyamulenge et s'enfuit à Bijombo, dans les Hauts-Plateaux.

Voulant contenir sa mutinerie, le RCD réintégra Masunzu dans ses rangs, le laissant dans les Hauts-Plateaux en tant que commandant adjoint de bataillon. En janvier 2002 éclata une dispute entre lui et son supérieur. Différentes raisons sont invoquées: différend relatif à la gestion des recettes fiscales; lutte de pouvoir entre Masunzu et son supérieur, Safari; utilisation de Safari par le RCD pour se débarrasser de Masunzu; et même querelle sous l'emprise de l'alcool au sujet d'une fille. Quelle qu'en soit la cause, le résultat fut que Masunzu retourna dans les montagnes accompagné d'une vingtaine de partisans. Il y fut rejoint par Michel «Makanika» Rukunda, autre dissident Munyamulenge bien connu, qui devint son adjoint.

Préoccupé par l'existence de ces divisions internes à la veille des pourparlers de paix avec le gouvernement du Président Joseph Kabila dans le complexe sud-africain de Sun City, le gouvernement rwandais décida de riposter en frappant fort. Il dépêcha ainsi la 9^{ème} brigade du RCD, dirigée par le commandant supérieur Munyamulenge Jules Mutebutsi, et plaça en détention d'autres commandants Banyamulenge

pour les empêcher de rejoindre Masunzu. Cette opération ayant échoué, le leadership militaire rwandais décida de lancer une lourde offensive le 28 mars 2002. Des milliers de soldats APR bien équipés furent chargés de pourchasser une force Banyamulenge composée de quelque 500 hommes. Ceux-ci profitèrent du terrain accidenté, de la solidarité de la population locale et de coalitions stratégiques avec différentes milices Maï-Maï ainsi qu'avec les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), un groupe armé majoritairement Hutu constitué autour d'officiers rwandais qui avaient pris la fuite après le génocide.

La logique qui s'articula lors des pourparlers de paix de Sun City, au cours desquels toutes les factions se disputèrent une place au sein du gouvernement de transition, affecta Masunzu. En avril 2002, en association avec des dirigeants des FRF, il transforma les FRF en un mouvement politico-militaire doté d'une branche militaire, les Forces de résistance congolaises (FRC), qui devint populaire parmi la population des Plateaux. Cependant, au début de la transition, après la signature de l'Accord de paix global et inclusif en décembre 2002, le mouvement de Masunzu commença à s'effondrer.

Les tensions entre clans jouèrent ici un rôle important. Masunzu est issu d'un très petit clan, les Abasinga. Sa rébellion fut perçue par beaucoup de membres de la communauté comme une espèce de lutte de classe, motivée par le désir d'émanciper son clan par rapport à des clans plus puissants, les membres des Abanyabyinshi, Abasinzira, Abasita et des Abatira, plus importants, ayant ainsi du mal à accepter son leadership, d'où une hausse des tensions entre clans.

En septembre 2002, l'APR et le RCD se retirèrent des Plateaux sous l'effet de lourdes pressions internationales, les FRF/FRC constituant la force politique et militaire dominante. Bien qu'étant parvenu à exercer son contrôle au niveau local, le groupe ne réussit pas à s'établir en tant que présence politique cohérente au niveau national. Cet échec se traduisit par des gains minimes lors de la période de transition 2003-6, lorsque le groupe n'obtint pratiquement pas de postes politiques et qu'un petit nombre de postes militaires à responsabilité.

En outre, les Banyamulenge perdirent ce qu'ils avaient acquis de

plus important pendant la guerre, à savoir le territoire de Minembwe, qui fut supprimé en 2003. De nombreux Banyamulenge attribuent cet échec à Masunzu, car ce sont ses troupes qui fermèrent le bureau de l'administrateur dans ce territoire. Masunzu souligne lui-même qu'on lui avait promis que le territoire de Minembwe finirait par être reconstitué, mais selon des procédures constitutionnelles. C'est la raison pour laquelle il avait accepté que soit supprimé ce que lui et bien d'autres considéraient comme une création illégale remontant à une période de rébellion.¹⁹

Pour ses adversaires politiques, cela marqua le début de ce qu'ils surnommèrent la «trahison de Masunzu». Ceux-ci affirment ainsi qu'une fois qu'il était parti pour Kinshasa en 2003, Masunzu se serait uniquement consacré à ses propres intérêts, essayant de se rapprocher de la présidence tout en exerçant des pressions pour obtenir le grade de général. Cela le conduisit à revenir sur les revendications politiques des FRF mais également, d'après certains de ses officiers, sur son intention de réclamer des grades et des postes pour ses troupes. Lorsque l'Ordre général fut publié dans le bulletin officiel en 2004, fixant les grades des anciens belligérants désormais intégrés dans les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) nouvellement créées, aucun officier FRC, à l'exception de Masunzu—qui finit par être promu au poste de général en 2005—ne s'était vu confier un rang au-dessus de celui de commandant. La pilule fut difficile à avaler, surtout pour son ancien commandant adjoint, Michel Rukunda, qui fut rétrogradé de son poste de colonel.

Entre-temps, l'attitude de Masunzu devenait de plus en plus autocratique. Craignant une remise en question du leadership, il plaça sous haute surveillance deux politiciens FRF de premier plan, Sebintu Philémon et Rukema Levice. Il ordonna également l'arrestation d'Olivier Gasita, commandant par intérim des FRC. À cet égard, il semblerait que les

19 Projet Usalama, personne interrogée n° 599, correspondance par courrier électronique, 2 juin 2013

soupçons de Masunzu aient été éveillés par les relations que la famille de Gasita entretenaient avec Azarias Ruberwa, le chef du RCD pendant la transition.

Un basculement lent et tumultueux vers Kinshasa (2003–7)

La transition provoqua la marginalisation politique des Banyamulenge. Cette petite communauté avait peu de chances de remporter les élections, et le RCD, son meilleur atout pour obtenir une position politique influente, était en train de s'effriter. Deux grandes tendances se distinguaient désormais au sein des Banyamulenge: les derniers inconditionnels pro-RCD, et les opposants au Rwanda, réunis autour de Masunzu. Chaque faction chercha à consolider sa position par la force, exacerbant ainsi les divisions au sein de la communauté.

Le premier incident de taille fut la mutinerie du colonel Jules Mutebutsi, commandant adjoint du Sud-Kivu et ancien officier RCD. Craignant l'érosion du pouvoir du RCD au sein du gouvernement de transition, Mutebutsi se rebella contre son commandant en mai 2004.²⁰ Si cette mutinerie s'était alliée à la rébellion menée par Laurent Nkunda au Nord-Kivu, le groupe entretenait des relations plus ambiguës avec le Rwanda que le groupe de Nkunda. *«Ils bénéficiaient du soutien du Rwanda»,* s'est souvenu un dirigeant influent de la société civile. *«Après tout, c'est là-bas qu'ils se sont enfuis après les combats. Mais du moins pour eux, cela ne faisait pas partie d'un projet plus vaste. Ce sont des chamailleries d'ordre personnel et des accidents qui ont provoqué cette mutinerie.»*²¹ D'autres soldats Banyamulenge s'inquiétèrent de la perspective du «brassage», processus consistant à

20 L'incident qui déclencha cette confrontation fut l'arrestation du commandant Joseph Kasongo le 22 février 2004. Kasongo était recherché pour l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila en janvier 2001, et le RCD et Joseph Kabila auraient convenu dans le cadre d'un *gentlemen's agreement* de ne pas arrêter les différentes personnes qui avaient été condamnées par contumace pour l'assassinat; International Crisis Group, «The Congo's Transition Is Failing: Crisis in the Kivus: Africa Report N° 91», 30 mars 2005.

21 Projet Usalama, personne interrogée n° 503, Uvira, 3 mars 2013.

intégrer d'anciens belligérants au sein d'une armée nationale, car ils ne se sentaient pas en sécurité en dehors de leur région d'origine.

Une dynamique similaire incita un groupe de quelque 175 anciens soldats RCD Banyamulenge à Kalemie, au nord du Katanga, à se réfugier dans les Plateaux. Masunzu ordonna leur arrestation et leur intégration dans sa 112^{ème} brigade, redoutant une remise en question de son pouvoir dans les Hauts-Plateaux.

Le sentiment d'insécurité parmi les Banyamulenge fut exacerbé par le massacre de plus de 150 réfugiés Banyamulenge en août 2004 dans le camp de Gatumba, au Burundi, attaque qui faillit bien conduire à l'effondrement du gouvernement de transition. Peu de temps après, Masunzu confirma l'annonce que le gouvernement congolais avait faite de l'attaque, à savoir qu'elle aurait été perpétrée par des rebelles burundais des Forces nationales de libération (FNL). C'est lui qui aurait minimisé l'importance du caractère ethnique du massacre, en indiquant que des partisans du RCD avaient été pris pour cible, et non pas des Banyamulenge. Cette interprétation provoqua une grande colère parmi de nombreux Banyamulenge, car la plupart d'entre eux étaient convaincus de la complicité d'anciens commandants Maï-Maï, voire du gouvernement congolais. Quelques jours avant le massacre, une patrouille Banyamulenge avait en effet arrêté une voiture transportant trois ressortissants burundais et de grandes quantités de munitions, de grenades et de carburant. Lorsque le commandant de la patrouille en informa son officier supérieur, le colonel Dieudonné Mutupeke, celui-ci aurait répondu qu'il fallait laisser passer le véhicule. Si le rôle du gouvernement congolais n'a jamais été pleinement corroboré, des membres de la patrouille estiment que les armes employées lors du massacre de Gatumba étaient celles qu'ils avaient vues dans la voiture.²²

22 Projet Usalama, personne interrogée n° 599, par courriel, 2 juin 2013. Concernant les événements impliquant les Maï-Maï, voir Aloys Tegera et al., «Devoir de mémoire et responsabilité collective pour l'avenir», dans *Regards Croisés* 13, Pole Institute, Goma, 2004.

Entre-temps, le groupe de Mutebutsi planifiait sa prochaine action. Après la mutinerie de Bukavu, il avait été confiné dans un camp militaire au Rwanda, dans des conditions épouvantables. Enfin, après y avoir passé plus d'une année, un groupe composé de 46 de ces officiers et d'un civil—le politicien RCD Dada Abbas—s'infiltra en RDC en traversant la rivière Rusizi et gravit les Moyens-Plateaux. Ces hommes étaient sous les ordres du colonel Venant Bisogo, et non pas de Mutebutsi: celui-ci, suite à un désaccord avec ses hôtes rwandais, aurait été placé en détention au Rwanda, où il se trouve encore aujourd'hui. On s'interroge encore sur les raisons qui ont poussé le groupe à franchir la frontière—il ne fait aucun doute que ces hommes se sentaient frustrés par leur situation au Rwanda, où ils faisaient l'objet d'une surveillance étroite, mais ils auraient pu négocier un retour pacifique au Congo. De plus, comme l'a observé un ancien Banyamulenge: *«Ils n'auraient sans doute pas pu quitter le Rwanda dans un groupe aussi grand et traverser le Burundi pour se rendre au Congo sans l'accord, au moins tacite, des autorités rwandaises.»*²³ En outre, certains éléments démontrent qu'au cours des mois qui suivirent leur arrivée, ils reçurent le soutien d'anciens réseaux RCD, notamment de l'homme d'affaires belgo-katangais Katebe Katoto.²⁴

Révéléateur de la complexité du jeu politique Banyamulenge interne, le retour du Groupe des 47, qui s'établit dans les Plateaux sous la forme d'un groupe d'insurgés placé sous les ordres du colonel Bisogo, allait finir par déclencher les combats internes les plus virulents que la communauté ait jamais connus. Peu après le retour du Groupe, Masunzu, alors devenu commandant adjoint de la province du Kasaï Occidental, regagna les Hauts-Plateaux. Ce retour contraria certains de ses anciens officiers, dont Michel Rukunda, qui fit défection avec des dizaines de soldats d'Uvira,

.....

23 Projet Usalama, personne interrogée n° 504, Uvira, 2 mars 2012.

24 Raphaël «Katebe Katoto» Soriano a aussi été identifié comme l'un des financiers du *Congrès national pour la défense du peuple* (CNDP) du général Nkunda au Nord-Kivu; voir Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2008/773, «Rapport final du Groupe d'experts des Nations Unies sur la République démocratique du Congo», 12 décembre 2008, p. 11–12.

se rendant à Muramvya, dans les Plateaux.²⁵ Ce groupe fut rejoint par des transfuges de la 112^{ème} brigade de Masunzu, qui avaient de la famille dans le groupe de Rukunda et en voulaient à Masunzu.

Les tensions sécuritaires donnèrent à Masunzu, devenu général en juillet 2005, une excuse pour rester au Sud-Kivu au lieu de reprendre ses opérations au Kasai. Pour certains, cela confirme que Masunzu ne faisait que manipuler les tensions dans les Plateaux au lieu de tenter de les résoudre, dans le but de rester au Sud-Kivu et d'empêcher ses troupes d'être envoyées au brassage. Si cette hypothèse est vraie, sa stratégie porta ses fruits puisqu'il fut nommé commandant par intérim du Sud-Kivu en 2007. La 112^{ème} brigade, intégralement composée de Banyamulenge, ne partit jamais au brassage et resta sous le contrôle direct de Masunzu.

Qu'elle ait été voulue ou non, la manière dont Masunzu géra la crise dans les Hauts-Plateaux ne contribua guère à rétablir la paix parmi les Banyamulenge. Un activiste de la société civile a ainsi commenté: *«Le gouvernement de Kinshasa avait peur de ne plus contrôler la communauté Banyamulenge, alors il a gardé Masunzu à Bukavu. Certes, cela a permis de limiter l'expansion des rebelles, mais au prix d'un conflit extrêmement virulent parmi les Banyamulenge.»*²⁶

Au mois de janvier 2007, les troupes de Masunzu affrontèrent la faction de Rukunda à Muramvya, tuant neuf officiers supérieurs. Cette attaque provoqua la fusion de la faction de Rukunda et du Groupe des 47 de Bisogo, qui se rendirent compte qu'ils étaient trop faibles pour survivre séparément. Il semblerait qu'au départ, cette unification ait été davantage motivée par des considérations stratégiques que par une vision politique commune: Rukunda, par exemple, était fermement opposé au Rwanda, tandis que Bisogo avait conservé des contacts avec de hauts

25 La défection de Rukunda fait également l'objet de spéculations: certains l'attribuent à son affiliation clanique avec Mutebutsi, tandis que d'autres affirment que le fait d'être sous les ordres du colonel Mutupeke l'irritait. Cependant, il ne semble faire aucun doute que les mauvaises relations de Rukunda avec Masunzu aient également été un facteur.

26 Projet Usalama, personne interrogée n° 505, Uvira, 4 mars 2013.

commandants à Kigali pendant toute cette période. Le leadership des FRF, alors basé à Bujumbura avec, à sa tête, Gasore Zébédée, profita de cette occasion pour se mettre en relation avec des dissidents dans le but de conférer un soutien militaire à ses objectifs politiques. Un accord préliminaire finit par être conclu pour faire des FRF un mouvement politico-militaire; sa branche armée s'appelait désormais la Force pour la défense du peuple (FDP). Rukundo en devint chef d'état-major, tandis que Bisogo fut désigné président des FRF.

Gouvernance des rebelles (2007–9)

Après plusieurs mois pendant lesquels les combats et les pourparlers se succédèrent, le Président Kabila nomma le général Mustafa Kayoyo, un Munyamulenge, au poste d'émissaire spécial dans les Hauts-Plateaux en octobre 2007. Mustafa convainquit les belligérants de signer un accord de cessez-le-feu, permettant ainsi aux FRF de contrôler une partie considérable des Plateaux, de développer des structures de gouvernance et d'améliorer leurs revenus au niveau local. La branche politique créa différents départements, notamment celui des affaires sociales, de l'environnement, de la justice, des finances, des affaires étrangères et de la propagande politique. Cependant, malgré l'élargissement de cette branche politique, le mouvement resta dominé par l'aile militaire et fut dirigé dans un style autoritaire.

Même si les FRF avaient laissé en place la plupart des autorités coutumières et administratives locales, elles exerçaient de fortes pressions sur elles, intimidant celles qui étaient perçues comme favorables au gouvernement ou pro-Masunzu. En introduisant un système élaboré de taxes marchandes, routières et minières, elles réussirent à augmenter leurs sources locales de revenus et à réduire leur dépendance envers

les financements provenant d'hommes d'affaires et de politiciens sympathisants.²⁷

Malgré l'oppression de la dissidence politique, le règne des FRF semble avoir été relativement bien apprécié de certaines catégories de la population Banyamulenge, principalement du fait que les FRF avaient mis fin aux hostilités et instauré un niveau de sécurité élevé. En outre, les FRF tentèrent de promouvoir le développement en organisant la construction d'un segment de route de 55 km reliant Mikalati à Kabara ainsi que d'un pont sur la rivière Lwelila.

Cependant, d'autres communautés ressentait un malaise en présence d'une force mono-ethnique et ne faisaient aucunement confiance à ses motivations. Cette méfiance fut exploitée par les leaders Maï-Maï, qui justifiaient leurs actions au nom de l'autodéfense communautaire contre la menace des FRF.

En outre, alors que l'aile politique se renforçait, les querelles avec Masunzu s'intensifièrent, rendant d'autant plus difficile la réalisation d'un compromis avec Kinshasa. *«Au départ, le problème était Masunzu, c'est pour cela qu'ils ne voulaient pas déposer les armes»,* a affirmé un officier FARDC Munyamulenge. *«Mais après, les politiciens FRF ont pris de l'importance et leurs revendications politiques, qu'il était difficile de satisfaire, sont devenues gênantes.»*²⁸

Ces revendications furent pour la première fois formulées de manière officielle lors de la conférence de paix qui se tint à Goma en janvier 2008, à laquelle participèrent plus d'une vingtaine de groupes armés. Les doléances présentées par la délégation FRF à Goma comprenaient les points suivants: placer les Hauts-Plateaux sous le contrôle des troupes

27 Les principaux sites miniers de cette zone sont les mines d'or de Luhemba, de Rugabano, de Kabara, de Lwelila et de Makaina. L'exploitation minière et la taxation sur les marchés, ainsi que le commerce de l'or, sont mentionnés par le Groupe d'experts des Nations Unies comme ayant pu permettre au mouvement de gagner «plusieurs milliers de dollars par mois»; Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2009/603, «Rapport final du Groupe d'experts des Nations Unies sur la République démocratique du Congo», 23 novembre 2009, p. 58.

28 Projet Usalama, personne interrogée n° 506, Bukavu, 1er mars 2013.

FRF intégrées dans les FARDC pour une durée transitoire de trois ans; reconnaître les rangs FRF et payer les quatre années d'arriérés de salaires; réinstaurer le territoire de Minembwe, avec les mêmes frontières qu'au temps du RCD; et instituer une Commission d'enquête internationale consacrée aux massacres de Banyamulenge perpétrés en 1996, 1998 et 2004.²⁹ Bien que les FRF aient signé l'accord de cessez-le feu de janvier 2008 avec 21 autres groupes, peu de progrès furent réalisés lors des négociations qui suivirent.

29 La délégation FRF qui se rendit à Goma se composait du colonel Willy Mbonigaba, de Sebintu Philemon, de Gasore Zébédée et de Jotham Musabwa.

4. Mouvance des alliances (2009–10)

Le 23 mars 2009 vit la signature d'un accord de paix entre le CNDP et le gouvernement congolais suite à un vaste réalignement dans la région, un rapprochement ayant été décidé entre Kigali et Kinshasa. Ces mouvances eurent un impact ambigu sur les FRF: le groupe maintint le contact avec des officiers de l'ex-CNDP, qui les firent bénéficier de modestes transferts d'armes pendant cette période. Ces contacts se firent en grande partie par l'intermédiaire d'Éric Ruhorimbere, le plus influent Munyamulenge du CNDP. Mais c'est le colonel Sultani Makenga, ex-CNDP, alors commandant adjoint des opérations Amani Leo au Sud-Kivu, qui aurait transféré 12 AK-47, une mitrailleuse, un lance-grenades et plusieurs boîtes de munitions à Rukunda lors d'une réunion secrète dans les Plateaux.³⁰ Cependant, les FRF rechignaient à suivre l'exemple du CNDP et à s'intégrer aux FARDC. Cela était en partie dû aux relations tendues entre certains leaders des FRF (Rukunda en particulier) et le Rwanda, d'où la difficulté d'observer l'accord CNDP. Mais d'autres dynamiques régionales empêchèrent aussi une intégration.

La détérioration de la situation politique au Burundi voisin offrit de nouvelles opportunités. Au lendemain du boycott électoral et de la répression visant l'opposition au Burundi au milieu de l'année 2010, les trois principaux leaders de l'opposition burundaise—Agathon Rwasa, Alexis Sinduhije et Léonard Nyangoma—entrèrent dans la clandestinité, suivis de plusieurs de leurs partisans. Les FRF auraient donné refuge à un petit nombre d'entre eux, notamment à des membres du Mouvement pour la solidarité et le développement (MSD), parti d'opposition dirigé par Alexis Sinduhije.

30 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2010/596, «Rapport final du Groupe d'experts des Nations Unies sur la République démocratique du Congo», 29 novembre 2010, p. 21–2. Voir également Jason Stearns, «M23's Operational Commander: A Profile of Sultani Emmanuel Makenga», Institut de la Vallée du Rift, Londres (décembre 2012).

Plus ou moins en même temps que l'opposition burundaise entraînait dans la clandestinité, l'opposition politique rwandaise fut renforcée par la défection du général Faustin Kayumba Nyamwasa, ancien chef d'état-major de l'armée, qui s'enfuit en Afrique du Sud. Ces dissidents étaient en contact avec différents groupes armés de l'est de la RDC, dont les FRF.³¹ Cela alarma Kigali, et les FRF commencèrent à être considérées comme un problème de sécurité régionale plus grave.

Une autre mouvance fut imputable à une collaboration de plus en plus étroite entre les FRF et les FDLR, qui arrivèrent nombreuses dans la région d'Itombwe suite aux opérations militaires Kimia II menées conjointement par les FARDC et la MONUC en 2009.³² Tout comme la 112^{ème} brigade de Masunzu, les FRF ont toujours maintenu des relations cordiales avec les FDLR. Dans les Plateaux, les milices armées Hutu et Tutsi se sont rarement affrontées, grâce à des accords informels assurant la liberté de circulation et du commerce d'armes, de minerais, de bétail et d'autres marchandises.³³ Depuis la rébellion de Masunzu, aucune faction Banyamulenge ne pouvait prendre le risque d'ouvrir un autre front avec les FDLR, qui contrôlaient les très importantes voies commerciales et d'approvisionnement d'Uvira.

Reprise des combats et des négociations (2010–11)

L'accord de paix rwando-congolais de 2009 qui conduisit à l'intégration du CNDP dans l'armée nationale se solda par des opérations militaires de grande ampleur. Portant les noms de code Umoja Wetu, Kimia II et enfin Amani Leo, elles visaient au départ les FDLR. Dans le cadre de cette initiative, l'armée congolaise commença aussi à prendre pour cible des groupes réfractaires de plus petite taille, dont les FRF.

.....
31 Conseil de sécurité des Nations Unies, «Rapport final», 29 novembre 2010, p. 22 et 45.

32 Jason Stearns, *PARECO: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013), p. 35.

33 Conseil de sécurité des Nations Unies, «Rapport final», 23 novembre 2009, p. 15.

Comme cela avait été fait auparavant, une mission initiale de sensibilisation fut confiée à un officier Munyamulenge de premier plan, cette fois-ci au colonel Aaron Nyamushebwa. Ses efforts furent relativement concluants, entraînant la défection d'une cinquantaine de soldats FRF, soit une proportion substantielle d'un groupe qui, à ce stade-là, se composait, d'après les estimations, de quelque 150 combattants, et notamment des colonels Alexis Rugazura et Joseph Mitabo, qui allaient par la suite obtenir des postes importants dans les opérations Amani Leo au Sud-Kivu.³⁴ L'armée congolaise, dont certains de ces ex-FRF, lança alors une offensive contre les FRF à Kamombo le 24 novembre 2009. Fin janvier 2010, les FARDC réussirent à repousser les FRF dans la forêt de Bijabo, où se trouvaient la plupart de leurs camps de formation et de leurs caches d'armes. Cela contribua essentiellement à confiner leur mouvement et gêna l'accès à leurs réseaux de taxation. Souhaitant trouver des sources de revenus alternatives, les FRF pillèrent deux sites de la compagnie d'exploration minière sud-africaine TransAfrika à Bigaragra et Rugezi en mai 2010, se procurant ainsi de vastes sommes d'argent et de nombreux équipements.³⁵

Cette situation illustre bien la capacité d'adaptation des FRF face à ces nouvelles contraintes. Qui plus est, le mouvement sembla gagner en popularité; l'armée lança une offensive d'une brutalité rare qui conduisit à l'occupation permanente des anciens fiefs des FRF par la 432^{ème} brigade sous les ordres du lieutenant-colonel Kazungu, qui collabora avec plusieurs membres des autorités locales de plus en plus discrédités et corrompus.

D'une manière qui n'est pas sans rappeler la rébellion de Masunzu de 2002, la communauté Banyamulenge se mit progressivement à considérer les FRF comme ses protecteurs face à un gouvernement central brutal. Enfin, une nouvelle série de négociations fut lancée en 2011, motivée par le désir de Kinshasa de pacifier la région à l'approche des élections

34 Conseil de sécurité des Nations Unies, «Rapport final», 23 novembre 2009, p.15.

35 Conseil de sécurité des Nations Unies, «Rapport final», 29 novembre 2010, p. 63–4.

nationales. Surtout, le gouvernement rwandais souhaitait vivement que les négociations se poursuivent car il craignait que les FRF ne rejoignent les dissidents dirigés par le général Kayumba conjointement avec les groupes d'opposition burundais.³⁶

Le moment était propice: le bilan humanitaire des opérations Amani Leo avait été lourd et elles avaient accablé la communauté en menant à des arrestations arbitraires de jeunes hommes et de dirigeants communautaires accusés d'être des collaborateurs FRF. Les chefs coutumiers et les anciens des Plateaux souhaitaient donc de plus en plus que l'on parvienne à un accord. Enfin, l'épuisement et les ambitions personnelles du leadership FRF jouèrent aussi un rôle dans leur décision de négocier. Une intégration dans le gouvernement signifiait des possibilités d'obtenir un grade et un poste, et ils semblaient désormais jouir d'une bonne position à la table des négociations.

Les négociations commencèrent ainsi le 18 janvier 2011 à Kamombo, dans les Plateaux. Les FRF réussirent à obtenir un accord qui permettait leur intégration *in situ* dans l'armée congolaise, ainsi que la création d'un nouveau secteur opérationnel dans les Hauts-Plateaux placé sous leurs ordres. En outre, le gouvernement promit de reconnaître les rangs FRF et leur parti politique, de nommer des officiers FRF à des postes à responsabilité et de leur donner 20 000 \$ en espèces.

Lors des négociations, les FRF refusèrent de révéler l'ampleur exacte de leurs effectifs, affirmant dans un premier temps qu'ils étaient «des milliers». Quand les FRF arrivèrent à Minembwe le 26 janvier pour une cérémonie d'intégration, elles ne purent réunir que 348 combattants, et affirmèrent que les autres n'étaient pas venus. Environ 260 d'entre eux portaient une arme et beaucoup étaient des mineurs, qui furent par la suite retirés des rangs des FARDC.³⁷

.....

36 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, «Rapport final du Groupe d'experts des Nations Unies sur la République démocratique du Congo», 2 décembre 2011, p.79.

37 Conseil de sécurité des Nations Unies, «Rapport final», 2 décembre 2011, p. 162.

L'objet des négociations à Kamombo était principalement la signature d'un accord militaire, et non pas politique, entre le commandement militaire du Sud-Kivu et les FRF. Cela suscita des critiques parmi certains partisans des FRF, qui craignaient qu'en cédant leur pouvoir militaire, ils ne puissent plus exercer de pressions sur le gouvernement pour faire valoir leurs revendications politiques. Cependant, à court terme, la communauté Banyamulenge se sentit comblée, et elle se mit à espérer une paix durable, une amélioration des relations interethniques et de nouvelles initiatives de développement dans les Hauts-Plateaux.

Une toute dernière insurrection Banyamulenge? (2011–aujourd'hui)

Les FRF ayant été intégrées, et plusieurs officiers Banyamulenge occupant désormais des postes influents et lucratifs, les réseaux d'insurgés au sein de la communauté ont largement été démantelés. Cependant, deux nouveaux petits groupes sont apparus depuis 2011, l'un dirigé par Richard Tawimbi, et l'autre, un allié de la rébellion du M23, mené par Muhima Nkingi. Contrairement aux insurrections précédentes, pendant lesquelles les préoccupations sécuritaires et la marginalisation politique jouèrent un rôle important, ces deux groupes semblent être le produit d'ambitions personnelles et de tensions régionales, facilitées par une armée dans le chaos. Bien que ces groupes soient extrêmement faibles, il est probable que des groupes d'insurgés Banyamulenge parviendraient à se maintenir tant que les causes du conflit n'auront pas disparu.

Richard Tawimbi est, pour reprendre l'expression de l'un de ses anciens collègues FRF, un « éternel rebelle ».³⁸ Il a démarré sa carrière militaire dans le FPR et participé à la première rébellion de l'AFDL. En 1996, il s'est fâché avec ses commandants rwandais—à cause, dit-il, des mauvais traitements qu'ils avaient fait subir à la population locale et de leur projet de réinstaller les Banyamulenge au Rwanda. Il a passé

.....
38 Projet Usalama, personne interrogée n° 509, Uvira, 5 mars 2013.

plusieurs des années qui suivirent en détention au Rwanda, pour finir par rejoindre les FRF, mouvement alors à l'état latent, en 2003.

Tawimbi a la réputation de bénéficier de très bonnes relations avec des personnalités importantes, qu'il s'agisse de politiciens, de commandants militaires ou d'hommes d'affaires de toute la région. Ce sont ces réseaux qui lui ont valu d'être nommé responsable logistique et enfin vice-président des FRF de Bisogo et de Rukunda. Lorsque les FRF furent intégrées aux FARDC, Tawimbi se trouvait en détention à Bujumbura où, soupçonné d'entretenir des liens avec le général Kayumba Nyamwasa, un dissident rwandais, il fut interrogé par les services du renseignement burundais et rwandais.³⁹ Cet homme désormais ex-FRF réussit à le faire sortir de prison en versant des pots-de-vin, mais une fois de retour dans les Kivus en mars 2011, Tawimbi rechignait à rejoindre une armée congolaise dominée par l'ex-CNDP, de crainte d'être arrêté ou tué pour ses antécédents anti-rwandais.⁴⁰ Il aurait également été mécontent de la manière dont les FRF avaient négocié leur intégration—et du modeste grade de chef d'escadron qui lui avait été offert.⁴¹

Tandis que le gros des FRF fut intégré en 2011, Tawimbi s'en sépara pour fonder son propre groupe, le Mouvement populaire pour le changement du Congo (MPCC), le 26 juillet 2011. C'est le mécontentement qui régnait au sein des anciennes FRF qui contribua à promouvoir son groupe: de nombreux combattants avaient été livrés à eux-mêmes pendant plusieurs mois dans le centre d'intégration de Kananda, sans solde et en attendant une confirmation de leur grade. Une quarantaine d'entre eux rejoignirent le groupe de Tawimbi, avec le commandant Nyamusharaba Shaka, ex-FRF, qui quitta l'armée de peur d'être arrêté, étant soupçonné d'avoir commis de sérieuses atteintes aux droits de l'homme lors d'opérations militaires menées après son intégration.⁴²

39 Conseil de sécurité des Nations Unies, «Rapport final», 2 décembre 2011, p. 79–80.

40 Projet Usalama, personne interrogée n° 513, Uvira, 3 mars 2013.

41 Projet Usalama, personne interrogée n° 510, Uvira, 4 mars 2013.

42 Conseil de sécurité des Nations Unies, «Rapport final», 2 décembre 2011, p. 159.

Le petit groupe de Tawimbi est basé à Kajembwe, dans les Hauts-Plateaux d'Uvira, où il vit de la taxation des marchés locaux et des voies commerciales. Il a aussi formé une alliance avec un petit groupe d'une trentaine de combattants burundais placé sous les ordres du «colonel» Kasongo, qui a lancé une insurrection après le boycott des élections de 2010. Ces combattants appartiendraient à un groupe qui serait entré en contact avec le politicien de l'opposition Alexis Sinduhije.⁴³ Toutefois, ces relations semblent s'être détériorées—elles atteignirent leur point le plus bas en avril 2013 lorsque les troupes de Tawimbi affrontèrent Kasongo et le tuèrent.⁴⁴

La rébellion du M23 lancée en avril 2012 incita le gouvernement congolais à entamer des négociations avec d'autres groupes armés, dont celui de Tawimbi. En août 2012, celui-ci se rendit à Kinshasa pour rencontrer la présidence, laissant le groupe sous les ordres du commandant Shaka Nyamusharaba. Tandis que certains suggèrent que la visite de Tawimbi avait pour objectif de préparer son intégration, d'autres affirment qu'elle visait à l'extraire de la bagarre. *«Il a passé plus de neuf années à Kinshasa, essentiellement à ne rien faire. C'était un moyen de le neutraliser sans conclure d'accord»*, a observé un officier de l'armée congolaise haut placé.⁴⁵ D'autres encore ont suggéré que le gouvernement voulait maintenir une rébellion Banyamulenge pour contrer l'influence d'un autre groupe armé lié au M23 et apparu dans les Plateaux en 2012.

En 2012, la rébellion du M23 déclencha toute une vague de mobilisation de groupes armés à travers les Kivus. Cependant, le peu de succès que remporta le M23 au sein de la communauté Banyamulenge fut frappant. À partir de la mi-2012, des dirigeants Banyamulenge au Rwanda—qui, d'après certains dires, faisaient l'objet des pressions d'agents de la sécurité

43 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2012/843, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 15 novembre 2012, p. 9.

44 Projet Usalama, personne interrogée n° 506, Uvira, 4 mars 2013; Projet Usalama, personne interrogée n° 511, Uvira, 5 mars 2013. Cette querelle aurait été due au fait que Kasongo avait délaissé son alliance avec Tawimbi au profit de Nkingi.

45 Projet Usalama, personne interrogée n° 513, Bukavu, 12 mars 2013.

rwandais—commencèrent à mobiliser les jeunes de leur communauté afin de lancer une insurrection au Sud-Kivu en s'alliant au M23. D'après deux personnes qui participèrent à ces réunions, ainsi que le Groupe d'experts de l'ONU et plusieurs dirigeants Banyamulenge, le professeur Thomas Kigabo, économiste en chef de la Banque nationale du Rwanda, fut le fer de lance de cette mobilisation, avec Akim Muhoza, rédacteur en chef du site Internet du Journal Minembwe.⁴⁶ Ils cherchèrent ainsi à recruter de jeunes Banyamulenge au Rwanda, au Burundi et en Ouganda, dont des étudiants et des personnes vivant dans des camps de réfugiés.

Les résultats furent médiocres. En juillet 2012, Muhoza et d'autres Banyamulenge de la diaspora créèrent l'Alliance pour la libération de l'est du Congo (ALEC). Comme son nom l'indique, la charte fondatrice du groupe préconisait l'indépendance de l'est de la RDC.⁴⁷ Ses principaux dirigeants ayant été arrêtés, l'ALEC ne réussit jamais à devenir opérationnelle sur le terrain. En revanche, elle devint une vague coalition de groupes, dont l'un était dirigé par Muhima Nkingi, jeune officier Munyamulenge qui avait fait défection de l'armée congolaise en août 2012.

Muhima Nkingi avait été recruté par le colonel Michel Rukunda, ex-FRF, juste avant que celui-ci ne rejoigne l'armée congolaise en 2011; Rukunda était peu instruit, et en tant que nouveau responsable de l'administration des opérations militaires au Sud-Kivu, il lui fallait un assistant—Nkingi, qui avait fait des études universitaires à Bujumbura, semblait faire l'affaire. Nkingi avait de lointains liens familiaux avec Jonathan Gasuzuguro, qui serait lié à la campagne de mobilisation du professeur Kigabo.⁴⁸

46 Projet Usalama, personnes interrogées n° 503, 28 février 2013, n° 514, 1er mars 2013, n° 515, 28 février 2013, n° 516, 28 février 2013, et n° 517, 27 février 2013 (toutes à Uvira); voir également Conseil de sécurité des Nations Unies, «Rapport final», 15 novembre 2012, p. 21. Le Journal Minembwe peut être consulté à l'adresse suivante: www.mulenge.blogspot.com.

47 Conseil de sécurité des Nations Unies, «Rapport final», 15 novembre 2012, p. 120.

48 Projet Usalama, personnes interrogées n° 514, Uvira, 1er mars 2013, et n° 515, Uvira, 28 février 2013; Conseil de sécurité des Nations Unies, «Rapport final», 15 novembre 2012, p. 21.

Certains ont affirmé que Nkingi avait fait défection de l'armée pour combattre la gouvernance corrompue.⁴⁹ Cependant, d'autres soulignent ses ambitions personnelles, et plus spécifiquement sa frustration de n'avoir obtenu qu'un grade d'assistant. Au départ, Nkingi dirigea son propre groupe, mais il se joignit ensuite au Mouvement congolais pour le changement (MCC), groupe multiethnique basé dans les collines qui surplombent la plaine de Rusizi, mené par le «colonel» Bede Rusagara, officier ex-CNDP issu de la communauté Fuliro. L'alliance entre les deux groupes ne fut jamais solide, même s'ils collaborèrent lors d'une attaque contre le camp militaire de Luberizi le 16 septembre 2012. Peu après, des tensions croissantes poussèrent Nkingi à se séparer de Bede et à continuer d'œuvrer pour son propre mouvement de manière indépendante.⁵⁰

Ce mouvement représente aujourd'hui encore une force négligeable. En mars 2013, les autorités congolaises ont estimé que Nkingi disposait d'une quarantaine de soldats, bien qu'un récent visiteur dans son camp ait déclaré en avoir vu une soixantaine.⁵¹ Certains sont d'anciens combattants des FRF, notamment les lieutenants-colonels Gentil Sebisusa et Senanda Mugobozi, deux officiers qui ne s'étaient pas vu attribuer les postes qu'ils convoitaient au sein de l'armée congolaise.

Entre-temps, les FRF ont également connu des divisions politiques—sort réservé à tant de partis politiques et autres rébellions en RDC—probablement, en partie, à cause de Gasore. En effet, lorsque celui-ci est arrivé à Kinshasa pour enregistrer les FRF en tant que parti politique en 2011, il aurait modifié les statuts sans consulter les autres

49 Projet Usalama, personne interrogée n° 517 (un chercheur local qui a récemment rendu visite à Nkingi), Uvira, 28 février 2013.

50 Ces tensions étaient en partie dues à des conflits entre les communautés Fuliro et Banyamulenge, desquelles Bede et Nkingi dégagent leur soutien respectif. D'après une personne, certains ont aussi accusé Nkingi d'avoir tué le commandant Baleke, un Fuliro Maï-Maï, ce qui aurait envenimé ses relations avec Bede. Le mouvement de Nkingi est désigné alternativement par les noms de MCC ou d'ALEC.

51 Rapport interne du service des renseignements de l'armée congolaise sur les groupes armés au Sud-Kivu, archivé dans les dossiers du Projet Usalama ; Projet Usalama, personne interrogée n° 518, Uvira, 28 février 2013.

membres. D'autres dirigeants des FRF affirment ne jamais avoir accepté ni ces changements ni sa nomination au poste de président.

Le camp de Gasore était appuyé par le colonel Bisogo. Cette faction—que l'on dit proche du Rwanda et du colonel Sultani Makenga, commandant adjoint des opérations Amani Leo au Sud-Kivu avant sa désertion en mars 2012—est soupçonnée d'avoir participé fin 2011 à un mouvement nébuleux, le Conseil supérieur de la paix (CONSUP), qui prévoyait une insurrection avant d'être démantelé par les services des renseignements congolais en janvier 2012.⁵²

Les luttes intestines auxquelles les FRF sont en proie ont déçu leurs supporters de base. Le groupe compte des représentants dans toute la région des Plateaux, qui avaient espéré que l'intégration des FRF verrait l'avènement d'une ère nouvelle dans laquelle les Banyamulenge joueraient un rôle politique plus important. Or, depuis deux ans que les FRF ont été intégrées, rares sont les ambitions politiques qui ont été réalisées. Même si un nouveau district de police a été créé dans les Hauts-Plateaux, où travaillent essentiellement des Banyamulenge, sa création est en grande partie attribuable à l'inspecteur général de la police congolaise à Kinshasa, le général Charles Bisengimana, un Munyamulenge.

La plus grande réussite a sans doute été la création d'un centre d'examen scolaire à Minembwe, qui permet aux lycéens de passer leurs examens d'État sans avoir à se rendre à Fizi ou à Uvira. Cependant, d'autres demandes tardent à être satisfaites, notamment le développement du réseau routier et téléphonique pour rendre les Plateaux plus accessibles. Par conséquent, les communautés trouvent plutôt maigres les dividendes de la paix qui ont été dégagés de l'intégration des FRF. La situation sécuritaire dans les Plateaux ne s'est pas non plus beaucoup améliorée, les milices Maï-Maï Bembé d'Aoci continuant de piller le bétail et de multiples milices Fuliro et troupes FNL et FDLR se trouvant encore dans les Moyens et Hauts-Plateaux.

52 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2012/348/Add.1, «Additif au rapport d'étape du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 27 juin 2012, p. 21-2.

5. Trajectoire des insurrections Banyamulenge

Prise entre l'exclusion et l'insurrection, la communauté Banyamulenge se situe au cœur du conflit qui sévit dans l'est du Congo depuis les années 1990. Cependant, les raisons de sa mobilisation armée ont évolué au fil des ans. Ainsi, au début des années 1990, les Banyamulenge ont été de plus en plus victimes de divisions ethniques alimentées par un processus de démocratisation chaotique. Les jeunes Banyamulenge se sont alors jetés dans les bras du FPR puis de l'AFDL. On doit cette période initiale de militarisation au fait que la communauté redoutait les persécutions et désirait s'émanciper sur le plan politique.

Depuis vingt ans persistent une implication au niveau régional, notamment de la part du gouvernement rwandais, et des tensions avec d'autres communautés, mais des changements importants se sont également produits. Le plus notoire concerne sans doute les relations entre les Banyamulenge et le gouvernement FPR à Kigali. La communauté a profité de son alliance avec le Rwanda pour jouer un rôle politique et militaire influent. C'est en partie grâce au soutien apporté par le Rwanda pendant les rébellions de l'AFDL et du RCD que des représentants de la communauté Banyamulenge ont pu s'élever aux échelons supérieurs de la scène politique congolaise.

Sous Mobutu, le poste le plus élevé qu'avaient réussi à obtenir les Banyamulenge était celui de député; mais depuis l'AFDL, des Banyamulenge ont occupé les postes de vice-président, de ministre et de commandant militaire régional. En outre, le FPR a permis la survie de la communauté Banyamulenge en lui assurant une protection à certains des moments les plus sombres de son histoire.⁵³

.....
⁵³ HCDH, «Rapport Mapping», p. 160–1.

Néanmoins, un nombre croissant de Banyamulenge estime aujourd'hui que leur alliance avec le Rwanda a renforcé le sentiment d'animosité à l'encontre de leur communauté, invoquant la théorie du complot promue par certains non Banyamulenge selon laquelle les Banyamulenge sont des mandataires du Rwandais, ce qui nuit à leurs revendications en matière de citoyenneté. Cette opposition au FPR se manifeste aujourd'hui sous la forme d'une résistance au M23, initiative perçue comme étant dirigée par Kigali.

Un autre facteur tout aussi important qui explique la mésentente avec Kigali est lié aux changements opérés au niveau du leadership de la communauté. Les commandants militaires sont désormais plus influents que les dirigeants politiques et les leaders de la société civile. Le général Masunzu, le colonel Rukunda et, dans une moindre mesure, l'inspecteur général de police Bisengimana sont aujourd'hui étroitement impliqués dans les décisions civiles et militaires qui concernent les Plateaux. Ces commandants militaires ont prospéré grâce aux faveurs du Président Kabila; des dizaines d'officiers Banyamulenge occupent un poste à responsabilité dans l'armée et la police, et chacun d'entre eux dispose d'un réseau de partisans et de parents loyaux qu'ils sont capables d'influencer. Par conséquent, si les Banyamulenge n'ont pas réussi à obtenir un territoire de Minembwe, et bien que très peu de leurs leaders occupent aujourd'hui un poste dans l'administration provinciale ou nationale, leur forte représentation dans les services de sécurité garantit leur allégeance à Kinshasa, du moins pour l'instant.⁵⁴

Cette trajectoire complexe—marquée par une montée en puissance suivie d'une hausse du sentiment anti-Banyamulenge—a provoqué un troisième changement: une hausse des dissensions au sein de la communauté, qui s'est en partie manifestée par une prise de conscience plus forte de l'existence de clans. Comme l'a expliqué un responsable de la

.....

54 Sadock Biganza a été ministre provincial de la Justice au Sud-Kivu et est devenu vice-ministre du Plan au sein du gouvernement national en 2012. Moïse Nyarugabo est sénateur depuis 2007, et Enoch Ruberangabo Sebinezwa a été président des usines sidérurgiques de Maluku, dont les opérations ont aujourd'hui pratiquement cessé.

société civile: *«Deux facteurs expliquent les luttes intestines des Banyamulenge: le clan et la politique. Même lorsque les divisions sont politiques, elles s'expriment souvent par le biais de l'identité clanique.»*⁵⁵

Depuis quelques années, la communauté Banyamulenge s'est fragmentée. Le clan, la famille et les divergences personnelles, la concurrence autour des postes dans l'armée et les dissensions croissantes entre les derniers membres qui vivent dans les Plateaux et la vaste diaspora sont autant de phénomènes qui ont nui à sa cohésion. Ces fissures internes ont été renforcées par le fait que la communauté s'est dissociée de Kigali; le Rwanda procurait en effet une certaine organisation hiérarchique.

Ces trois tendances—l'éloignement de Kigali, la montée en puissance d'une élite militaire et la fragmentation de la communauté—rendent improbable une vaste insurrection anti-Kinshasa, mais elles suggèrent aussi que nous ne sommes pas près de voir disparaître les petites milices, souvent opportunistes, qui tentent de tirer parti de leur force militaire pour obtenir des postes dans l'armée ou exercer une influence dans la sphère politique.

Par conséquent, s'il peut être tentant de déclarer que les groupes armés Banyamulenge n'existent plus—après tout, les FRF ont été intégrées dans l'armée, rares sont les Banyamulenge qui ont répondu à l'appel du M23, et les dernières milices Banyamulenge comptent à elles toutes à peine une centaine de soldats—, cela serait prématuré, voire naïf. Si la présence de dizaines d'officiers Banyamulenge aux échelons supérieurs des services de sécurité assure une certaine protection à la communauté, elle continue de se sentir extrêmement vulnérable. Ce sentiment a été aggravé, et non pas atténué, par la stratégie gouvernementale consistant à coopter des officiers Banyamulenge sans chercher à résoudre certains des facteurs de la violence. Citons notamment un manque de représentation politique, une culture de l'opportunisme et une impunité parmi les élites militaires, une histoire marquée par les massacres et la diffamation ethnique, et une ingérence régionale.

.....

55 Projet Usalama, entretien avec Remy Ngabo, Uvira, 10 mars 2013.

Représentation politique

Depuis qu'à l'ère coloniale, ils durent se soumettre à des chefs issus d'autres communautés, les Banyamulenge aspirent à se doter de leur propre entité administrative. Dans les années 1970, les efforts pacifiques menés à cette fin par Frédéric Muhoza Gisaro échouèrent, et les Banyamulenge se retrouvèrent pour ainsi dire exclus de la sphère politique nationale dans les années 1980, faisant de la rébellion l'option la plus attractive pour parvenir à l'auto-gouvernance. Le RCD et les FRF se démenèrent ensuite pour voir l'instauration d'un territoire de Minembwe; le RCD finit par réussir à en créer un, qui exista pendant quatre ans.

Aujourd'hui, de nombreux Banyamulenge souhaitent voir le rétablissement d'un territoire de Minembwe. Ils affirment que cela permettrait à la communauté de bénéficier de services administratifs—dont le mariage et les actes de naissance—pour lesquels elle doit à l'heure actuelle descendre des montagnes à pied pour rejoindre les villes de Fizi ou d'Uvira, fort éloignées. Surtout, affirment-ils, cela pourrait leur garantir une représentation politique, les territoires étant également des districts électoraux. Les Banyamulenge ne représentent actuellement un poids démographique suffisant dans aucun des territoires où ils vivent pour assurer l'élection de candidats—que ce soit au Fizi, à Mwenga ou à Uvira—étant donné que les électeurs votent principalement pour des candidats de leur propre communauté ethnique.

Difficile cependant de voir comment il serait politiquement possible de recréer un territoire de Minembwe dans le climat actuel. Les communautés voisines s'y opposent en effet farouchement, en particulier les Bembé et les Bafuliro, qui ont toujours considéré que ce territoire empiéterait sur leurs terres ancestrales. Au vu de ces tensions, le rétablissement de ce territoire risquerait de provoquer de violentes représailles. En outre, il semble pratiquement impossible d'obtenir les 60% de votes parlementaires nécessaires pour pouvoir passer l'amendement constitutionnel requis. Une évaluation réalisée par le gouvernement national pendant la transition a également fait valoir que la région était bien trop

peu peuplée—d’après les estimations, moins de 100 000 personnes pour le territoire de Minembwe tel qu’il est proposé—pour justifier la création d’un territoire.⁵⁶

La récente intégration des FRF n’a guère contribué à venir à bout de la marginalisation politique de la communauté. On pourrait même dire qu’elle n’a fait que renforcer le schéma consistant à compenser les aspirations politiques réprimées par une influence militaire accrue: l’accord de paix s’est peu intéressé aux revendications politiques des Banyamulenge et il n’a pas permis l’intégration des politiciens Banyamulenge dans l’appareil politico-administratif. Ces perspectives politiques limitées rendent l’option de la prise d’armes plus attractive pour servir des ambitions politiques, d’où la pérennisation d’une militarisation de la politique qui constitue un obstacle majeur à la paix dans la région.

Tensions communautaires

«Il est facile de recruter de jeunes Bembé dans un groupe armé», a suggéré un activiste de la société civile. «Il suffit de leur dire que les Banyamulenge menacent de fouler leurs champs et de violer leurs femmes, de leur promettre un peu d’argent, et vous aurez une milice.»⁵⁷ Inversement, un chef Munyamulenge local au Fizi a souligné: «La plupart des ménages Banyamulenge ont des armes chez eux. Ils disent en avoir besoin pour protéger leur bétail et leur famille contre les Bembé.»⁵⁸

L’animosité ethnique étant profondément ancrée dans cette région, il est facile de justifier le recours à la force militaire. Certains de ces antagonismes ethniques ont une base matérielle: il existe en effet des frictions concrètes entre les Banyamulenge et les communautés voisines, notamment concernant la transhumance du bétail depuis les Plateaux vers le Sud, à Ngandja et Lulenge. Les fermiers continuent de voir leurs champs piétinés par les vaches, sans rien toucher de l’*itulo* (taxe coutumière) que

.....
56 Projet Usalama, personne interrogée n° 519, conseiller présidentiel, Kinshasa, mai 2007.

57 Projet Usalama, personne interrogée n° 520, Uvira, 11 mars 2013.

58 Projet Usalama, personne interrogée n° 521, Baraka, 22 mars 2013.

leurs chefs perçoivent pendant la transhumance. Les frustrations qui en découlent engendrent une certaine compassion à l'égard des milices Maï-Maï qui pillent et taxent le bétail.⁵⁹ Chaque fois que de tels incidents se produisent, la hausse des tensions est palpable, les deux parties redoutant des actes de vengeance de la part des militaires alliés ou des citoyens eux-mêmes, qui ne manquent pas d'armes.

Dans un tel climat, le moindre incident peut avoir de lourdes répercussions. La période électorale de 2011 illustre bien la manière dont les rumeurs et les préjugés peuvent avoir des conséquences fatales. Lorsque les Maï-Maï Yakutumba, un groupe issu en grande partie de la communauté Bembé, massacrèrent sept travailleurs humanitaires Banyamulenge en octobre 2011, des rumeurs quant à l'imminence d'une revanche déclenchèrent un épisode bref mais intense de massacres de représailles entre Bembé et Banyamulenge dans la région d'Itombwe, dans les Plateaux.⁶⁰

La campagne électorale aggrava encore ces tensions, de nombreux politiciens de l'opposition de la région exploitant le ressentiment à l'encontre des troupes FARDC kinyarwandaphones déployées dans la région. Le gouvernement n'entreprit rien contre ces démagogues, et il ne fit pratiquement rien non plus pour démentir la perception selon laquelle il avait accordé des pouvoirs excessifs aux commandants kinyarwandaphones—dont certains commirent de graves atteintes aux droits de l'homme dans cette région.

Chantage des insurgés et militarisation de la politique

Comme nous l'avons vu dans les précédents rapports du Projet Usalama, la rébellion armée est devenue un véritable «fonds de commerce», comme disent les Congolais: un outil de négociation pour obtenir un poste

59 Justine Brabant, *La vache et le fusil: Conflits liés à la transhumance en territoires de Fizi et Uvira* (Uppsala: Life and Peace Institute, 2013).

60 Human Rights Watch, «RD Congo: La justice se fait toujours attendre un an après une attaque à caractère ethnique», 4 octobre 2012.

ou de l'argent. Cela peut revêtir différentes formes: certains commandants de l'armée mécontents de leur sort se rebellent pour négocier un meilleur poste ou un grade plus élevé. Les politiciens qui ont perdu les élections—appelés localement «candidats malheureux»—soutiennent parfois des groupes armés par rancune ou dans l'espoir d'obtenir par la rébellion ce qu'ils n'ont pu obtenir par les urnes. D'autres se rapprochent des rebelles avant les élections pour encourager un soutien populaire à leur égard.⁶¹

Le gouvernement s'est souvent laissé prendre par ces stratagèmes. Bien qu'ayant affirmé à de multiples reprises qu'il ne négocierait ni grades ni postes avec les groupes armés, c'est justement ce qu'il a fait. Cette position est en partie due à la faiblesse de l'armée, mais certains officiers de l'armée et politiciens ont également beaucoup à gagner à titre personnel de la poursuite de ce type de négociations, qui impliquent en général des montants considérables pour la logistique et les pots-de-vin, dont certains sont forcément détournés par les négociateurs.⁶²

La rébellion du M23 semble n'avoir que consolidé cette logique: le gouvernement à Kinshasa, craignant que les dizaines de milices actives au Fizi et à Uvira ne répondent aux appels du M23, négocie avec ces groupes depuis décembre 2012. On constate certains résultats modestes, mais le climat se déstabilise, les groupes étant mis en concurrence autour des fonds de négociation et des futurs postes. En outre, les perspectives d'une intégration dans l'armée ont entraîné une forte vague de

61 Citons notamment Gustave Bagayamukwe, candidat parlementaire «malheureux» de 2011, qui instaura la brève rébellion de l'UFRC en 2012 avant d'être arrêté; Emmanuel «La Fantaisie» Ndigaya Ngezia, également candidat malheureux parlementaire de 2011, qui a récemment essayé de former une coalition de groupes Maï-Maï à Uvira et Fizi, soi-disant pour les intégrer dans les FARDC; et Jemsi Mulegwa, un député qui a en permanence apporté un soutien moral et, d'après certains dires, matériel au leader Maï-Maï Amuri Yakutumba.

62 Sur la question de l'intégration des rebelles dans l'armée, voir également Maria Eriksson Baaz et Judith Verweijen, «Between Integration and Disintegration: The Erratic Trajectory of the Congolese Army», Congo Affinity Group, Social Science Research Council, New York, 2013.

dans les deux territoires, visant également des mineurs. De nouveau, la manipulation de l'intégration militaire semble avoir exacerbé, et non pas affaibli, la militarisation de la politique de pouvoir.

Ingérence régionale

Le rôle du gouvernement rwandais dans les insurrections Banyamulenge a été largement documenté dans le présent rapport. Il convient toutefois de noter que Kigali ne représente qu'un aspect de cette dimension régionale: les diasporas des pays voisins sont devenus les points nodaux de réseaux régionaux qui facilitent le commerce d'armes et de minerais, mobilisent un soutien financier et politique, et aident au recrutement, notamment dans les nombreux camps de réfugiés de la région. Bujumbura constitue l'une des principales plateformes logistiques et l'un des centres financiers clés, et a également servi de terrain de recrutement pour les Burundais comme pour les Congolais.

Il en va de même pour les FNL et leurs activités à Uvira. Une importante personnalité de ces réseaux frontaliers est le colonel Baudouin Nakabaka, des FARDC, commandant adjoint du Sud-Kivu, dont le rôle dans le trafic d'armes tant avec les FNL qu'avec les FDLR a été documenté par le Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC. Le colonel Nakabaka a également contribué à faire passer Agathon Rwasa en RDC après sa fuite à la mi-2010.⁶³

63 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2010/596, p.32, Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2009/603, p. 10–12.

6. Considérations d'ordre politique

Pour l'instant, une rébellion Banyamulenge de grande ampleur en RDC est improbable en raison de la manière dont les Banyamulenge ont prospéré dans l'armée congolaise, et du fait de la méfiance qu'éprouve cette communauté à l'égard du gouvernement rwandais; mais cette dynamique pourrait changer, surtout si l'on considère les mouvances qui caractérisent la politique clientéliste congolaise et le kaléidoscope rebelle des Kivus. Il est par conséquent urgent de se pencher sur les causes sous-jacentes de la mobilisation armée Banyamulenge.

Une telle stratégie devra s'inscrire dans le cadre d'une approche plus vaste tenant également compte des autres groupes armés de la région. Les insurrections Banyamulenge ne sont pas sorties d'un vase clos, elles sont nées d'un cycle de rébellion qui a vu les communautés voisines se mobiliser en réaction les unes aux autres. En outre, toute approche globale envers les groupes armés devra également tenir compte de l'isolement et de la pauvreté des zones rurales éloignées, notamment, mais sans s'y limiter, des Plateaux. Ces régions restent en effet un terrain idéal pour les insurrections, le recrutement devenant une option attractive pour une jeunesse marginalisée sur le plan socioéconomique.

Renforcer la participation politique

La reconstitution d'un territoire de Minembwe, souhaitée par tant de Banyamulenge, n'est pas envisageable à l'heure actuelle. Un compromis pourrait consister à transformer le Minembwe en une «commune rurale», autrement dit une entité administrative dotée d'un certain degré d'autonomie fiscale et administrative, et dont les représentants sont censés être élus. De nombreux Banyamulenge rejettent toutefois cette proposition, faisant valoir que la commune étant élue localement, elle ne bénéficiera pas du soutien du gouvernement central qui contrôle l'appareil sécuritaire et la majeure partie des ressources du pays. Le gouvernement n'a pas inscrit le Minembwe sur la liste des nouvelles communes rurales arrêtée en avril 2012, mais une telle initiative pourrait

constituer un pas en avant à condition d'être précédée d'un engagement suffisant envers les leaders de la société civile locale, les chefs coutumiers et les politiciens.

Il est par ailleurs impératif que se tiennent des élections locales, sans cesse reportées. Cela permettra la création de conseils de secteur, ces organes administratifs locaux dotés de modestes pouvoirs en matière fiscale. Les candidats Banyamulenge auraient des chances de remporter des sièges dans plusieurs secteurs de la région, et ainsi de renforcer leur inclusion politique locale. Cependant, les élections devront être étroitement contrôlées pour veiller à ce qu'elles n'alimentent pas une nouvelle vague de démagogie ethnique.

Promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation locale

L'animosité ethnique est le produit d'une manipulation descendante et de tensions ascendantes alimentées par des souvenirs traumatisants, des ressentiments et des stéréotypes solidement ancrés.

S'il est difficile de venir à bout de ces dimensions, des progrès peuvent être faits dans les gestes comme dans les paroles. Les activistes de la société civile locale—des prêtres aux défenseurs des droits de l'homme—ont encore du mal à aborder la question de la citoyenneté des Banyamulenge ou celle des exactions commises par des milices établies sur la base de critères ethniques. L'État pourrait ainsi couvrir et soutenir ces leaders d'opinion en adoptant l'attitude hautement morale qui s'impose. Par exemple, le Président Kabila pourrait rendre visite aux leaders locaux de Fizi, condamner sans équivoque tout discours haineux à caractère ethnique ou lancer un appel à la réconciliation: le message ne manquerait pas d'être éloquent. Mais surtout, la création d'un comité actif chargé de promouvoir la réconciliation—en s'inspirant des initiatives en cours telles que celles du Comité de coordination des actions de paix (CCAP) et des Cadres de concertation intercommunautaire (CCI), mais en incluant des membres du gouvernement provincial et des services de sécurité—ferait clairement savoir que le gouvernement s'engage à mettre un frein à la discrimination ethnique.

La cohésion sociale et les interdépendances économiques entre communautés peuvent être encouragées par des projets de développement communs et en veillant à la mixité de l'éducation. Les tensions provoquées par la transhumance du bétail pourraient être réduites par l'adoption d'une politique provinciale régissant ce type de déplacements. Celle-ci pourrait par exemple être élaborée par l'Inspection provinciale du Sud-Kivu en charge de l'Agriculture, de la Pêche et du Bétail et avalisée par un vote au parlement, en prenant pour base les accords signés sous les auspices des CCI. Des investissements devraient être consacrés à la démarcation des terres destinées au passage du bétail et à la sensibilisation des communautés locales à l'approche de la saison de transhumance.

Formuler une politique globale pour venir à bout des groupes armés

La stratégie consistant à mettre exclusivement l'accent sur l'intégration militaire des groupes rebelles a échoué. Il est désormais impératif d'adopter une politique globale pour venir à bout des groupes armés, qui contienne juste ce qu'il faut d'instruments politiques et militaires et offre un bon équilibre entre la carotte et le bâton. Il faudra notamment aborder la question de l'impunité des leaders rebelles soupçonnés d'avoir commis des crimes graves. L'intégration militaire, actuellement en suspens, des Maï-Maï Yakutumba, responsables en 2011 du massacre d'Eben Ezer au Fizi, offre un excellent exemple; non seulement elle pourrait aliéner les Banyamulenge, mais elle risque aussi d'alimenter des tensions identitaires au sein d'une armée qui manque déjà de cohésion.⁶⁴

L'instauration de politiques plus efficaces pour traiter la question des groupes armés ne saurait être envisageable sans la participation active des bailleurs de fonds à leur conception et à leur mise en œuvre. La MONUSCO, acteur politique marginalisé depuis la fin de la transition en 2006, serait l'entité la mieux adaptée pour jouer le rôle de médiateur

64 Voir Jason Stearns et al., *Les Maï-Maï Yakutumba : Résistance et racket au Fizi, Sud-Kivu* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, à paraître).

des pourparlers de paix locaux avec les groupes armés. Cela nécessiterait toutefois l'adoption d'une approche globale dont le gouvernement congolais devra convenir, notamment la mise en œuvre d'un programme de démobilisation puissant et de projets pour venir à bout des griefs à l'échelon local. La version révisée de la Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation (ISSSS) mise au point cette année par les bailleurs de fonds internationaux pourrait y contribuer. Mais l'ISSSS ne peut actuellement compter ni sur l'adhésion suffisante du gouvernement de Kinshasa, ni sur un leadership politique cohérent.

Mettre un terme à l'ingérence régionale

Vu l'état des forces de sécurité et des institutions nationales, il faudra des années pour que disparaisse l'agitation qui couve actuellement dans les Kivus. Il est toutefois peu probable que les milices d'intérêt purement local décrites dans le présent rapport parviennent à étendre leur influence sans soutien externe. Autrefois, ce type de soutien, du moins au Fizi et à Uvira, provenait du Rwanda, des FDLR et, dans une moindre mesure, des groupes d'insurgés burundais.

L'Accord pour la Paix, la Sécurité et la Coopération (Accord-cadre) signé le 24 février 2013 crée un mécanisme de surveillance pour empêcher ce type d'ingérence régionale. Toutefois, pour être efficace, ce mécanisme devrait déterminer les critères de ce qui constitue une ingérence et les moyens de la détecter.

Le Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC reste une importante source d'information sur les réseaux qui soutiennent les groupes armés. Bien que le gouvernement rwandais ait tenté de jeter le discrédit sur les conclusions du Groupe, celles-ci—notamment celles qui concernent les groupes armés Banyamulenge comme ceux de Tawimbi et de Nkingi—ont globalement été corroborées par d'autres sources. L'Envoyé spécial de l'ONU et les principaux bailleurs de fonds dans la région devraient renforcer le Groupe d'experts en lui accordant des ressources financières et humaines et prendre des mesures décisives à l'encontre des atteintes aux sanctions onusiennes. Il s'agirait dans un premier temps de persuader le gouvernement rwandais de remettre

les individus sanctionnés par l'ONU, notamment Jules Mutebutsi, aux autorités congolaises, conformément à l'Accord-cadre. Le gouvernement congolais devrait quant à lui prendre des mesures à l'encontre des officiers de l'armée qui ont joué un rôle important en soutenant les FNL et les FDLR.

Les pays de la région devraient jouer un rôle accru dans l'évaluation et la prévention de l'ingérence en RDC. Le Mécanisme conjoint de vérification (MCV) instauré en 2012 en réponse à la crise du M23 pourrait être utile à cet égard, mais seulement à condition d'être doté des ressources nécessaires et d'être présidé par un facilitateur neutre, sans doute l'Union africaine.

Il sera par ailleurs important de souligner lors de futures enquêtes le rôle qu'a joué le Burundi en fomentant la rébellion à Uvira et Fizi. Des groupes armés très divers maintiennent des réseaux au Burundi, qui s'étendent parfois jusqu'en Tanzanie, s'en servant de plateforme pour faire transiter l'or de contrebande, de base de recrutement et de financement et d'instrument de développement des relations avec le gouvernement burundais, mais cette information pousse rarement les donateurs ou les gouvernements régionaux à agir.⁶⁵

Enfin, il y a une limite à l'effet que peuvent avoir les sanctions. Les gouvernements voisins qui considèrent qu'il est dans leur intérêt de continuer de déstabiliser les affaires congolaises ont peu de chances d'être dissuadés par une condamnation internationale. Il faut donc que les dirigeants de ces gouvernements viennent constater les bénéfices d'une collaboration économique pacifique—et cela ne sera sans doute possible que si leurs propres électeurs, les bénéficiaires potentiels de la paix, commencent à exiger d'eux qu'ils rendent des comptes.

65 Projet Enough, «M23 Rebels Making Millions through Gold Smuggling from Eastern Congo», 17 janvier 2013.

Annexe: Structures de commandement

Ce tableau fait apparaître la chaîne de commandement de chaque rébellion Banyamulenge depuis 2002, y compris les grades et les affiliations ethniques/claniques, lorsque ceux-ci sont connus.

RÉBELLION MASUNZU/FRC (2002–4)

Structure militaire

Général Pacifique Masunzu (Abasinga)

Colonel Gasita (Abasita)

Colonel Diadoni Cuinistri (1er bataillon/Abatira) (*tué*)

Colonel Michel Rukunda Makanika (2^{ème} bataillon/Abasinzira)

Colonel Stanislas Muheto (3^{ème} bataillon)

Colonel José Mugema (Abega)

Bureau politique des FRC (après 2003)

Zachée Rugabisha (Abatware)

Kamanzi Kibibi (Abasinga)

Kiruhura Karojo

Julle Mbugamo

Dizoni Muheto

RÉBELLION FRF (2007–11)

Structure militaire

Général Venant Bisogo (président du parti/Abasita)

Colonel Michel Makanika Rukunda (chef d'état-major/Abasinzira)

Colonel Mukalay Mushonda (Abanyabyinshi)

Colonel Alexis Rugazura (Abanyabyinshi)

Colonel Shaka James (Abasegege)

Colonel Mitabu Kavuzamigeri Joseph (Abagorora)

Colonel Willy Mbonigaba (Abarundi)

Colonel Ruterera Mahoro (Abarundi)

Bureau politique

Gasore Zébédée (Abadahurwa)

Levice Rukema Rusizana (Abagorora)

Philémon Sebintu Ndumusita (Abasita)

Munyangezi Rugorora

RÉBELLION TAWIMBI (2011–13)

Structure militaire

Colonel Richard Tawimbi Sebanyana (Abazigaba)

Colonel Alexi Shaka Nyamusaraba

Colonel André Semahurungure Muhasha

Bureau politique

Colonel Richard Tawimbi Sebanyana (président/Abazigaba)

RÉBELLION MUHIMA NKINGI/MCC/ALEC (2012–13)

Structure militaire: Hauts-Plateaux

Capitaine Muhima Nkingi (président du MCC/Abanyabyinshi)

Lieutenant-colonel Senanda Mugobozi

Lieutenant-colonel Gentil Sebisusa Nbitira

Lieutenant-colonel Shaka Umunyakarama

Commandant Ntayerwa Mukiga

Structure militaire: Moyens-Plateaux

Commandant Bede Rusagara (chef d'état-major)

Colonel Ndori (commandant des opérations)

Colonel Gaswise Ruzanzura (officier de l'administration /Abasama)

Glossaire des acronymes, termes et expressions

Abagiriye	Guerriers (en langue kinyamulenge)
Accord-cadre	Accord pour la Paix, la Sécurité et la Coopération, signé le 24 février 2013
ADP	Alliance démocratique des peuples
AFDL	Alliance des Forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre
ALEC	Alliance pour la libération de l'est du Congo
ANR	Agence nationale des renseignements
APR	Armée patriotique rwandaise
Banyamulenge	Personnes originaires de Mulenge (pluriel)
Chefferie	Structure coutumière la plus élevée
CCAP	Comité de coordination des actions de paix
CCI	Cadres de concertation intercommunautaire
CIRGL	Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple
CNS	Conférence nationale souveraine
Commune rurale	Entité administrative dotée d'une certaine autonomie fiscale et administrative
Conseils de secteur	Entités administratives locales dotées de modestes pouvoirs fiscaux
CONSUP	Conseil supérieur de la paix
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDLR	Forces démocratiques pour la libération du Rwanda
FDP	Force pour la défense du peuple
FNL	Forces nationales de libération
FPR	Front patriotique rwandais
FRC	Forces de résistance congolaises
FRF	Forces républicaines fédéralistes
Groupeement	Deuxième niveau de l'administration coutumière

ISSSS	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation (<i>International Security and Stabilization Support Strategy</i>)
MCC	Mouvement congolais pour le changement
MCV	Mécanisme conjoint de vérification
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (1999–2010)
MONUSCO	Mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (2010–aujourd'hui)
MPCC	Mouvement populaire pour le changement du Congo
MSD	Mouvement pour la solidarité et le développement
Munyamulenge	Personne origine de Mulenge (singulier)
OBMA	Office des biens mal acquis
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
<i>Secteur</i>	Entité administrative située entre le groupement et le territoire (voir ci-dessus et ci-dessous); les secteurs et les chefferies portent aussi le nom de collectivités.
Territoire	Entité administrative située entre la collectivité et le district

Bibliographie

- Adepae, Arche d'Alliance et RIO. «Au-delà des “groupes armés”. Conflits locaux et connexions sous-régionales. L'exemple de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC)», Life & Peace Institute, Uppsala, 2011. http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/2013/06/20120101_LPI_Fizi__Uvira_Au-dela_des_groupesarms.pdf
- Baaz, Maria Eriksson et Judith Verweijen. «Between Integration and Disintegration: The Erratic Trajectory of the Congolese Army». Congo Affinity Group, Social Science Research Council, New York, 2013. http://www.ssrc.org/publications/view/between_integration_and_disintegration_the_erratic_trajectory/
- Brabant, Justine. *La vache et le fusil: Conflits liés à la transhumance en territoires de Fizi et Uvira*. Uppsala: Life and Peace Institute, 2013.
- Carayannis, Tatiana et Herbert Weiss. «Reconstructing the Congo». *Journal of International Affairs* 58/1 (2004).
- Depelchin, Jacques, «From Pre-Capitalism to Imperialism: A History of Social and Economic Formations in Eastern Zaire (Uvira Zone, c. 1800–1965)». Stanford: Thèse de doctorat, 1974.
- Enough Project. «M23 Rebels Making Millions through Gold Smuggling from Eastern Congo». 17 janvier 2013. <http://www.enoughproject.org/blogs/m23-rebels-making-millions-through-gold-smuggling-eastern-congo>
- Human Rights Watch. «RD Congo : La justice se fait toujours attendre un an après une attaque à caractère ethnique», 4 octobre 2012. <http://www.hrw.org/fr/news/2012/10/04/rd-congo-la-justice-se-fait-toujours-attendre-un-apr-s-une-attaque-caract-re-ethniqu>
- International Crisis Group. «The Congo's Transition Is Failing: Crisis in the Kivus: Africa Report N° 91», 30 mars 2005.
- Lanotte, Olivier. *République démocratique du Congo: Guerres sans frontières: De Joseph-Désiré Mobutu à Joseph Kabila*. Bruxelles: Éditions Complexe, 2003.
- Lemarchand, René. *The Dynamics of Violence in Central Africa*. Philadelphie: University of Pennsylvania Press, 2009.
- Muchukiwa, Bosco. *Territoires ethniques et territoires étatiques: Pouvoirs locaux et conflits interethniques au Sud Kivu (R.D. Congo)*. Paris: L'Harmattan, 2006.
- Mutambo, Joseph. *Les Banyamulenge*. Kinshasa: Imprimerie Saint Paul, 1997.

- Ruhimbika, Manassé (Müller). *Les Banyamulenge (Congo-Zaïre) entre deux guerres*. Paris: L'Harmattan, 2001.
- Rukundwa, Lazare S. «Justice and Righteousness in Matthean Theology and its Relevance to the Banyamulenge Community: A Postcolonial Reading». Université de Pretoria: Thèse de doctorat, 2006.
- Stearns, Jason. «M23's Operational Commander: A Profile of Sultani Emmanuel Makenga». Londres: Institut de la Vallée du Rift (décembre 2012). <http://riftvalley.net/resources/file/RVI%20Briefing%20-%20Usalama%20-%20Makenga%20Profile%20-%202011%20December%202012.pdf>
- . *Nord-Kivu : Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012.
- . *PARECO: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013.
- et al. *Les Mai-Mai Yakutumba: Résistance et racket au Fizi, Sud-Kivu*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, à paraître.
- Tegera, Aloys, Christiane Kayser et Onesphore Sematumba. «Devoir de mémoire et responsabilité collective pour l'avenir». *Regards Croisés* 13, Pole Institute, Goma, 2004.
- Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies (HCDH), « République démocratique du Congo, 1993–2003. Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo » (connu sous le nom de « Rapport Mapping »).
- Conseil de sécurité des Nations Unies. S/2008/773, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 12 décembre 2008.
- . S/2009/603, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 23 novembre 2009.
- . S/2010/596, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 29 novembre 2010.
- . S/2011/738, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 2 décembre 2011.
- . S/2012/348/Add.1, «Additif au rapport d'étape du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 27 juin 2012.

—. S/2012/843, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 15 novembre 2012.

Verhaegen, Benoît. *Rébellions au Congo: Tome 1*. Bruxelles/Léopoldville: CRISP/IRES/INEP, 1964.

Vlassenroot, Koen. «Citizenship, Identity Formation and Conflict in South Kivu: The Case of the Banyamulenge». *Review of African Political Economy* 29/93-4 (2002): 499-515.

Willame, Jean-Claude. *Banyarwanda et Banyamulenge: Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*. Bruxelles/Paris: Institut Africain-CEDAF/L'Harmattan, 1997.

LE PROJET USALAMA SCRUTE LES RAPPORTS POLITIQUES
CONTRARIÉS EN RDC, MASQUANT LA RÉALITÉ BRUTALE D'UNE
INSÉCURITÉ QUI FAIT PAYER À LA SOCIÉTÉ CIVILE CONGOLAISE
LE PRIX FORT DE L'INCONSISTANCE DE L'ÉTAT. IL PERMET
D'IDENTIFIER ET DE SUIVRE SUR LE TERRAIN LES ACTEURS DE
CES ACTES, ARMÉS OU PAS, QUI SE DÉMULTIPLIENT ET MUTENT
CONTINUELLEMENT.

—JEAN OMASOMBO TSHONDA, CHERCHEUR, MUSÉE ROYAL DE
L'AFRIQUE CENTRALE, TERVUREN, BELGIQUE



Catholic University of Bukavu



OPEN SQUARE PROJECT

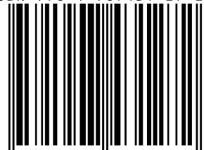


HUMANITY
UNITED



Rift Valley Institute
Taasisi ya Bonde Kuu
معهد الأخذود العظيم
Machadka Dooxada Rift
የቅምጥ ምስራቅ-ምዕራብ ተቋም
Instituto do Vale do Rift
东非大裂谷研究院
Institut de la Vallée du Rift

ISBN 978-1-907431-27-2



9 781907 431272 >